Journal 17- 24 out 2022.qxp_HO 8/17/22 4:28 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LII, No. 32 *New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10* ***17- 24 out 2022***

MAUVAISE NOTES DÉCERNÉES PAR LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

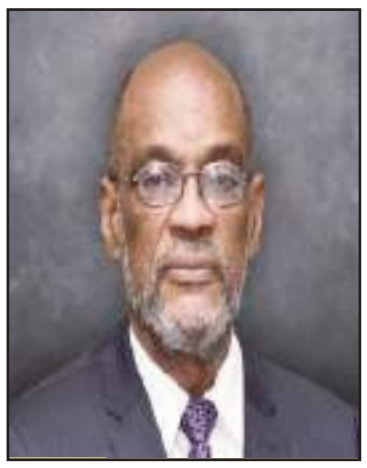
Ariel Henry fait échec, un vrai accord à rechercher...

L'ONU demande que cesse la violence des gangs...

Par Léo Joseph

Après un an à la tête de l'Exécutif, exerçant les pouvoirs de chef d'État et celui du gouvernement, sous un seul et unique chapeau, avec la bénédiction de la communauté internationale, qui l'y a placé, Ariel Henry n'a pu livrer la marchandise. Dans la mesure où les Nations Unies se prononcent et agit en son nom, le message d'insatisfaction que celle-ci vient de lui adresser signifie qu'on attend de lui qu'il mette son devoir au propre. Voilà pourquoi il est demandé au Premier ministre de facto de trouver un accord de consensus avec les différentes composantes politiques et sociales, afin que soit trouvée la formule qui permettra de créer les conditions nécessaires à l'organisation des élections.

Dans sa toute dernière recommandation, l'ONU demande à ce que le Dr Henry s'attèle au travail avec les différents groupes pour que soient trouvée l'ultime entente, jusqu'ici insaisissable, alors que le temps presse et que la patience des acteurs internationaux est parvenue à sa plus simple expression. En même temps, l'organisme international demande qu'une fin soit mise à la violence des gangs, suggérant qu'il s'agit d'un



Ariel Henry, un chapelet d'échecs après un an à la primature.

passage incontournable, allant jusqu'à signaler un délai, soit quatre-vingt-dix jours, pour que tout rentre dans l'ordre.

En effet, dans sa dernière communication, diffusée le 15 août, à Port-au-Prince, le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH), citant le Conseil de sécurité, étale le mandat qui lui est donné. Ainsi donc, dit celui-ci, en vertu de l'ordre reçu de la plus haute instance de l'organisme mondial, ses conseillers ont pour devoir d'appuyer la Police nationale, dans la conceptualisation de politique visant la réduction de la violence, À cette fin, l'effectif des conseillers du BINUH sera aug-

Helen Meagher La Lime, cheffe du BINUH.

menté, de manière à encadrer les forces de l'ordre haïtiennes, en matière de sécurité et pénitentiaire.

L'Office des Nations Unies en Haïti souligne ceci : « *Aussi le Conseil de sécurité demande au BINUH de collaborer avec l'Of-*

Suite en page 2

LE PREMIER MINISTRE DE FACTO BAISSE PAVILLON DEVANT LES BANDITS

Voyage à Jérémie en doute, Ariel Henry n'y va pas par terre...

Mécontentement dans les rangs de la PNH

Par Léo Joseph

Le Premier ministre de facto d'Haïti n'a pas l'intention d'assister à la commémoration du tremblement de terre du 14 août 2021, qui devait se dérouler à Jérémie, dans le département du Sud-Ouest. S'il ne peut se faire transporter, par avion, avec sa suite, il se donnera d'autre chat à fouetter que de faire le déplacement. Cette décision ne semble pas faire l'unanimité, au pays, particulièrement, dans les milieux proches de la Police. Car cela signifie l'abandon du contrôle de la sortie sud de la capitale aux gangs armés qui font

Ariel Henry, pas de rendez-vous à Jérémie.

la pluie et le beau temps sur ce tronçon de la Nationale numéro 2, entre Carrefour et Merger.

Ariel Henry, qui semblait n'avoir pas décidé de faire le déplacement aux Cayes, en vue d'assister aux activités commémoratives de ce séisme meurtrier, qui avait terriblement secoué le Grand Sud (Sud-Est, Sud, Sud-Ouest et les Nippes), s'était mis en tête de se rendre à Jérémie. L'idée de ce voyage serait écartée s'il n'est pas possible de voyager par avion.

Suite en page 8

LA POLICE AUX TROUSES DES BANDITS

De gros chefs de gang tués ou interpellés

Mais où sont passés les millions enlevés aux victimes ?

Miguel Laguerre arrêté par la Police.

Ti-Makak, ainsi connu, chef du gang de Laboule 12.

Par Léo Joseph

Quand bien même les forces de l'ordre se lanceraient après les gangs armés avec beaucoup de prudence, se bornant à prendre certains foyers de bandits pour cibles, tout en donnant l'impression d'en épargner d'autres, les raids qu'elles ont menés ont connu de grands succès. Si elles ont annoncé la confiscation de véhicules, d'armes et de muni-

Suite en page 5

HAPPENINGS!

It's a general outcry: Haiti's crisis can no longer be ignored

Pamela White, former US Ambassador to Haiti.

By Raymond A. Joseph

The Society of Jesus, the members of which are known as Jesuits, has issued a scathing message, August 12, calling for immediate change in Haiti, even with international support, but of a different nature than what has been experienced so far.

The message of the Jesuits is a follow-up to that of Haiti's bishops, last July 29, in response

Continued on page 7

Journal 17- 24 out 2022.qxp_HO 8/17/22 4:28 AM Page 2

MAUVAISE NOTES DÉCERNÉES PAR LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Ariel Henry fait échec, un vrai accord à rechercher...

L'ONU demande que cesse la violence des gangs...

Suite de la page 1

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et d'autres agences onusiennes compétentes pour soutenir les autorités haïtiennes dans la lutte contre le trafic et le détournement d'armes et contre les flux financiers illicites. Il charge également le BINUH de soutenir les initiatives des autorités pour améliorer la gestion et le contrôle des frontières et des ports ».

En ce qui concerne l'insécurité, caractérisée par la violence des gangs cherchant à imposer leur quatre volonté au pays, mais plus directement, sur la capitale, le Conseil de sécurité demande la « *cessation immédiate* » de la violence soutenue par des bandes organisées.

Dans le message relié via BINUH, le Conseil de sécurité de l'ONU souligne que, dans le cadre des initiatives avancées, il est disposé, dans les prochains quatre-vingt-dix jours, à prendre des mesures appropriées.

Étant donné que le système des Nations Unies n'est pas doté d'infrastructures régaliennes, comme celles mises à la disposition des États, les mesures qu'elles avancent lui attribuent un rôle d'acteur par procuration.

Certes, l'organisme mondial énumère les mesures qu'il serait disposé à prendre. Elles pourraient comprendre le « *gel* » des biens, interdictions de voyages à l'encontre de ceux identifiés comme étant les promoteurs de la violence orchestrée par les bandes organisées; aussi bien contre ceux participant à des activités criminelles ou celles portant atteintes aux droits humains ou qui les appuient.

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Gutteres

D'autre part, l'ONU exhorte les forces vives d'Haïti à mettre de côtés leurs divergences politiques et sociales pour que soit trouvée une entente autour d'un projet commun, afin que puissent se tenir des élections prochainement, passage obligé pour que prenne fin la crise, qui a trop duré.

En conseillant aux acteurs politiques de trouver un terrain d'entente, en vue de créer les conditions indispensables pour la tenue d'élections libres, transparentes et démocratiques, suggère que les différents accords qui ont été trouvés, et dont se félicitaient les acteurs en présence, ont fait piteusement échec. Le fait par l'ONU de conseiller d'entreprendre de nouvelles négociations fait croire que, aux yeux de la communauté internationale, il faut tout recommencer.

En ce sens, sans l'expliciter, la satisfaction, par rapport à Ariel Henry n'est pas au rendez-vous. D'ailleurs, dans certains milieux diplomatiques, à Port-au-Prince, l'idée est accréditée que la situation socio-politique a régressé, en comparaison de ce qu'elle était, il y a six mois.

Il semble que l'effritement des différentes composantes des accords qui ont été trouvés, ainsi que le démembrement d'autres structures, comme, par exemple, les défections qui ont surgi au niveau du Secteur démocratique et populaire (SDP) sont des signes inquiétants de la désintégration de la coalition sur laquelle Ariel Henry pensait pouvoir construire un pacte de bonne gouvernance qui a tourné court. Dès, lors ce serait mieux de repartir à zéro, au lieu de forger une nouvelle coalition sur des fondements, aussi vermoulus, que représentent les acteurs en présence.

De toute manière, les nombreuses prises de position affichées, au cours des trois dernières semaines, annonçant des défections, des déclarations de désolidarisation de nombreuses organisations socio-politiques, par rapport au Dr Henry, n'autorisent pas à croire qu'il est possible de raccommoder les structures qui ont été démolies, en signe de protestation contre Ariel Henry. Des initiatives d'une extrême gravité, vu que tous les retraits qui ont été faits, au détriment d'Ariel Henry, se justifient par le non-respect par le Premier ministre de facto des termes de l'Accord autour duquel étaient réunies toutes les adhésions.

Les pourparlers inter-haïtiens : Faut-il tout recommencer ?

Journal 17- 24 out 2022.qxp_HO 8/17/22 4:28 AM Page 3

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Un nouvel « envoyé spécial » du président américain requis en Haïti

Vu la crise haïtienne dans laquelle le pays s'enlise, tandis que le gouvernement américain semble en faire peu de cas, quatre députés (Congress members), tous démocrates de marque, ont adressé une lettre au président Joseph « Joe » Biden, demandant qu'un « *envoyé spécial* » du président soit nommé à ce poste vacant depuis près d'une année.

En effet, hier, mardi 16 août, les représentants Val Demings (du 10e district de Floride), Yvette D. Clarke (New York 9e), Ayanna Pressley (Massachussets 7e) et Sheila Cherfilus McCormick (Floride 20e) ont signé cette lettre adressée au président Biden, soulignant que depuis le mois de septembre de l'année dernière le poste demeure vacant, « *tandis que l'anarchie et des conditions humanitaires épouvantables en Haïti sont des plus troublantes* ».

De plus, ils ont émis un communiqué de presse pour souligner qu'il importe qu'Haïti reçoive un traitement digne d'un partenaire des États-Unis, tout en reconnaissant que l'administration a fait quelque chose de recommandable quand le programme d'immigration dit « *Réunification de la famille haïtienne* » a été relancé récemment. Ce qui permet à des Haïtiens d'une même famille, approuvés comme immigrants, de rejoindre leurs parents aux États-Unis en attendant l'approbation officielle de leur statut. Toutefois, les députés insistent que davantage soit fait «en vue *de la protection de la santé et des vies humaines, en toute dignité, pour les familles haïtiennes, tant au pays qu'ici chez nous* ».

Une situation qui ne cesse d'empirer depuis près d'un an

Les législateurs américains se disent « *préoccupés de la détérioration de la situation en Haïti depuis l'assassinat, au mois de juillet 2021, du président Jovenel Moïse, que jusqu'à présent il n'existe pas de gouvernement élu, que l'insécurité causée par les gangs s'étend, que la prolifération d'armes illégales empire. On ne saurait nier la situation chaotique existant au pays* ».

Ils ont cité la secrétaire de presse de la Maison-Blanche, Karine Jean-Pierre qui, admettant que la situation d'Haïti est des plus inquiétantes, la décrit comme étant une « *situation complexe . . . qu'il n'y a pas une réponse appropriée, sinon qu'il nous faut tout faire en notre pouvoir pour venir en aide au peuple haïtien* ».

Dans pareille circonstance, ils ne voient pas comment un poste aussi important que celui d'envoyé spécial ne soit comblé depuis la démission, en septembre 2021, de l'ambassadeur Daniel Foote, poste

congressiste Ayanna Pressley

qui avait été créé spécialement après l'assassinat du président Moïse. Et ils continuent en expliquant qu'un pareil envoyé est d'une importance capitale, tant pour les contacts en Haïti à tous les niveaux, ainsi qu'avec d'autres, tels les législateurs américains impliqués dans le

La congressiste Val Demings

dossier Haïti.

L'administration Biden dans l'embarras

Il est évident que les vrais amis d'Haïti se font entendre un peu partout et l'administration Biden, à la veille des élections mi-mandat du 8 novembre prochain, ne saurait minimiser l'apport des électeurs haïtiano-américains et celui de leurs amis et supporteurs américains, à un moment où le contrôle du Parlement américain, avec un Sénat 50-50 démocrates-républicains, et une Chambre basse avec une majorité de démocrates, soit 224, contre 212 républicains.

Selon un analyste politique, le président Biden ne veut pas prendre de risque, à la veille des élections, en ordonnant des actions militaires en Haïti. Mais il pourrait s'empresser de faire quelque chose au niveau diplomatique. Ce qui indique la nomination, dans un proche avenir, un nouvel « *envoyé spécial* » chargé de la gestion de la question haïtienne à ce tournant difficile.

Car, il entend se faire de nouveaux amis haïtiens, à un moment où son passé d'anti-haïtien fait la une sur les réseaux sociaux. En 1994, n'avait-il pas dit qu'« *Haïti pourrait s'effondrer dans la Caraïbe ou s'élever à quelques 300 pieds, cela n'affecterait nullement nos intérêts ?* » Toutefois, lors de sa campagne présidentielle, aux élections de 2020, on a vu Joe Biden s'agenouiller à *Little Haïti*, à Miami, comme s'il faisait amende honorable en présence de jeunes Haïtiano-américains ! Et voici le dicton haïtien à la rescousse : « *Li pa janm twò ta pou chen fou* ». Ce qui équivaut à « *Il n'est jamais trop tard pour bien faire* ».

***L'administration Biden a scoré avec la nouvelle loi sur la santé, l'inflation, l'environnement et les taxes**

« *C'est une victoire pour le peuple* », a dit un président Biden, aux anges, saluant tous les démocrates, y compris le réticent Joe Manchin, qui a rejoint ses frères et sœurs d'armes pour voter cette loi portant sur 750 milliards de dollars, que le président a signée hier, mardi 16 août. C'est qu'elle permettra de réduire les prix des médicaments, aidera à réduire le taux d'inflation et constitue un pas significatif dans la lutte en faveur de l'environnement se trouvant sous de fortes menaces. Le plus important dans tout cela, ce ne sera pas la classe moyenne, ni les moins nantis, qui auront à subir le fardeau des taxes pour couvrir les dépenses qu'on aura encouru. Il reviendra aux plus riches de la société qui, souvent, se dérobent à leurs responsabilités de payer le bordereau, cette fois.

L'ex-président Donald Trump dans de beaux draps, suite à la fouille des agents du FBI chez lui

Tel qu'annoncé, dans la dernière édition du journal, le lundi 8 août, des agents du FBI *(Federal Bureau of Investigation)* avaient investi la somptueuse villa, Mar-a-Lago, de l'ex-chef d'État, à Palm Beach, en Floride, alors que M. Trump et son épouse se trouvaient à New York, à leur somptueuse résidence, sur la 5e Avenue. Depuis lors, beaucoup d'eau a coulé sous le pont.

En effet, dans l'après-midi de

congressiste Sheila Cherfilus McCormick.

mercredi dernier, 10 août, les informations concernant ce que les agents fédéraux ont trouvé parmi les documents que M. Trump avait emportés de la Maison Blanche, en janvier 2021, on a récupéré 11 tomes de documents étiquetés « Secret », « *hautement*

La congressiste Yvette D. Clark

sécurisé/SCI ». Avoir chez lui ces documents le rendent passible de la loi fédérale contre l'espionnage.

Des républicains, qui demandaient, à cor et à cri, que l'attorney general (ministre de la Justice), Merrick Garland, s'explique sur cette action inopinée contre un ex-chef d'État, se sont vite tus, quand a été révélé le contenu de certains des « *documents volés* ». Car, c'est de vol qu'il s'agit d'enlever de la Maison-Blanche de tels documents.

Pourtant, on aurait pu tout régler à l'amiable, mais M. Trump avait refusé d'obtempérer, quand le Département de la Justice avait essayé d'obtenir les documents en faisant la demande. Bien qu'il ait remis certains documents, il faisait la sourde oreille quant aux plus compromettants. Ainsi, la Justice a dû utiliser les moyens extrêmes.

Bien que le mandat du juge ordonnant la fouille de la résidence de M. Trump, à Mar-a-Lago, ait été rendu public, le Département de la Justice s'oppose à ce que soit divulgués les détails relatifs aux documents et aux moyens utilisés pour les obtenir. Car cela pourrait compromettre toute action judiciaire et divulguer certains secrets d'État. Jusqu'à hier, mardi 16 août, on ne savait rien de la décision du juge en la matière.

La violence déclenchée par les fanatiques de Donald Trump

L'action des fanatiques de l'ex-président Trump indique le danger qu'encoure les États-Unis avec des terroristes locaux. Trois jours après la fouille menée à Mar-a-Lago, le jeudi 11 août, par des agents du FBI, un individu armé a essayé d'entrer par effraction dans les locaux du FBI, à Cincinnati, Ohio. Mais alertés à temps, les agents fédéraux et la police locale l'ont poursuivi pendant qu'il fuyait à bord d'un véhicule. Atteint d'une balle, il a rendu l'âme.

Le prétendu terroriste se nomme Ricky Shiffer, 42 ans, un fervent trumpiste. Il avait participé à la tentative de coup d'État raté du 6 janvier 2021, à Washington. On a intercepté une conversation qu'il avait eue sur *Truth Social*, le site internet de Donald Trump, après la fouille orchestrée à Mar-a-Lago, au cours de laquelle il eut à dire : « *Nous sommes prêts pour le combat* ».

Entre-temps, les départements de la Justice et de Homeland Security (Ministère de l'Intérieur) ont émis, vendredi 12 août, un communiqué conjoint pour faire état d'une nouvelle campagne de violence à l'encontre des employés fédéraux, surtout des juges et des agents fédéraux impliqués dans le dossier concernant la fouille chez Donald Trump.

Qu'en est-il d'une déclaration de Trump lui-même, ce lundi, 15 août ? « *Des choses terribles auront lieu* » a-t-il dit. « *Le pays se trouve dans une situation dangereuse. La colère du peuple est telle que je n'en ai jamais vu auparavant* ». Ainsi s'est-il prononcé sur *Fox News Digital.*

FOR ENGLISH READERS IN THE DC AREA

You are invited to the **Pan African Family Reunion,** on Saturday, August 27, from noon to 4 pm, at the Greater Mt. Nebo A.M.E. Church, 1001 Old Mitchellville Road, in Bowie, Maryland. Zip 20716.

Free admission and parking. Masks optional. Free hand sanitizer for all attendees.

For more information, call 301-249-7545.

Pierre Quiroule II
17 August 2022
raljo31@yahoo.com

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 17- 24 out 2022.qxp_HO 8/17/22 4:28 AM Page 4

Pour un changement global en Haïti

Par Jocelyn Georges

Le pays, notre Haïti, est au bord de l'explosion, on dirait même de la disparition; les Haïtiens vivent des temps tragiques; le pays n'arrête pas de plonger dans les abîmes; on n'aurait pas de mots ou d'adjectifs pour caractériser ou d'écrire ce tableau terrifiant. On est unanime sur ce point : jamais, en plus de deux siècles d'histoire, on n'a vécu des périodes de désespoir; un drame qui s'obscurcit chaque jour davantage; et le bout du tunnel ne semble pas être pour demain. Même la presse semble désespérée, ou, du moins, n'y peut rien, puisque les médias plus anciens, qui ont été, dans l'histoire, le rempart pour contenir les dérives, voient leurs journalistes versés dans le sauve-qui-peut, étant les porte-paroles, attachés de presse des entreprises, organisations sociales, sportives, culturelles, qui détruisent la société avec un langage diamétralement différent, suivant le média dans lequel il s'exprime. Cela fait aussi que des responsables, des leaders expriment des points de vue et adoptent des attitudes différentes, des expressions et des idées opposées, suivant qu'ils sont in ou out des positions d'argent.

Un groupe d'étudiants en compagnie des Dirigeants de l' ICGH.

Rev. Pasteur Briol Dorcé, vice-president

Dans ce corridor de la mort, que les citoyens haïtiens luttent pour traverser, afin d'émerger à la lumière, il y'a encore, et en dépit de ce tableau macabre et désespérant, il y'a des compatriotes qui croient, et surtout farouchement déterminés, à engager ce BEAU et PATRIOTIQUE COMBAT. Mieux avec la conviction de réussir, de gagner et de changer la vie dans ce pays.

Pierre Robert Auguste et Briol Dorcé sonnent la charge

En effet, Aux Gonaïves, germe le leitmotiv du changement Global. À l'instigation de deux penseurs, Pierre Robert Auguste et Briol Dorcé, prend corps, aux Gonaïves, un leitmotiv qui se dépasse pour devenir une théorie, une philosophie, un mode de vie, même sous le vocable de changement global. Ces deux patriotes et humanistes ont créé un institut, qui porte le même nom et s'assignent la mission de renverser l'ordre négatif des choses et de prôner la subordination de tous aux valeurs morales.

Les premiers pas ont été franchis par la mise sur pied de l'Institut pour le changement global d'Haïti (ICGH), qui se propose, par le biais de membres recrutés sur une base volontaire, à travers toutes les régions du pays, qui seront distribués, organisés en réseau par recrutement dans diverses régions d'Haïti.

C'est la sensation d'une approche novatrice, on dirait même un esprit vraiment révolutionnaire, qui se dégage en parcourant les statuts de la nouvelle organisation traçant divers objectifs, dont un partenariat global, la promotion de l'entreprenariat entre ses membres haïtiens, entre ceux-là et les autres peuples du monde entier, le tout pour promouvoir le bonheur global entre les fils et filles du pays, les citoyens dans le monde entier.

Le Ptofesseur Donald Choukout, secrtaire général.

L'organisation veut aussi promouvoir le leadership global, encourager l'entrepreneuriat, promouvoir les valeurs démocratiques par le biais de séminaires, de cours de formations, par l'éducation directe, des publications appropriées. L'ICGH veut œuvrer pour des échanges, un partenariat et promouvoir la paix et le bonheur avec d'autres peuples du monde entier.

Parti pour gagner et pour le succès

Ainsi ce vendredi 5 août, dans les jardins de l'hôtel Family-Pradis, l'ICGH a affirmé son goût des fêtes raffinées, en réunissant le gotha de la ville pour le lancement du projet « *Toute la ville en musique* », à partir du mois d'août 2023, renouvelable chaque année. Le secrétaire général, le professeur Ronald Chouloute, l'a qualifié du plus grand événement festif estival. Le pasteur Brook Dorcé voit, dans le mariage de genres musicaux, une occasion d'instiguer la tolérance sur le plan religieux, entre les différentes confessions chrétiennes, le vaudou, la franc-maçonnerie et sur le plan social, entre les différentes composantes. Quant au président de l'ICGH, l'entrepreneur Pierre Robert Auguste, le mois de la musique représentera une niche d'opportunités pour l'économie régionale et propulsera, pour ses 600 ans, la ville des Gonaïves comme un carrefour de grands événements internationaux. Le changement global, né du réseautage citoyen, partira, prévient-il, de la cité de l'Indépendance, comme une nouvelle philosophie, un autre mode de vie, une démarche individuelle constante, une pratique sociale conviviale.

William Savary.pdf

L'idée du changement global commence tellement à pénétrer la société qu'un artiste local, Soloemanly, lui a dédié un hymne interprété pour la première fois, ce même vendredi, pendant que Yume Dieujuste, star nominée, égayait l'assistance.

Une boite à pensées

« *De la réflexion vers le changement. Du changement vers le bonheur* », la mission de l'ICGH consiste à favoriser le bonheur national, le développement durable, le partenariat entre les peuples pour la paix mondiale.

Pierre Robert Auguste (PRA), Fondateur et Président de l'ICGH.

Conseil : président, Pierre Robert Auguste; vice-présidents, pasteur Briol Dorcé, Nouchine Chéchel; secrétaire général, Ronald Choulotte; trésorier, Rodner Numa; conseillers, Stevenson R. César (conseiller chargé du Centre de science et de la technologie); Eneck Jean-Noël (charge des relations aux États-Unis);

Alland Étienne (chargé de relations avec la presse, etc.); Représentants régionaux : Robens Jean(Nord), Keson Fénelon (Centre), Renord Noël (Sud), Charden Bellona (Artibonite).

Journal 17- 24 out 2022.qxp_HO 8/17/22 4:28 AM Page 5

LA POLICE AUX TROUSES DES BANDITS

De gros chefs de gang tués ou interpellés

Mais où sont passés les millions enlevés aux victimes ?

Suite de la page 1

tions, les dirigeants de l'institution policière gardent un silence total, par rapport au pactole qu'ont rapporté les prises d'otages. Cela suscite des interrogations, notamment le fait que les ressources disponibles n'ont pas été dirigées sur les opportunités de dépouiller les malfrats des fruits de leurs crimes et/ou de favoriser la création d'un fonds de restitution à l'intention de ceux qui ont fait la terrible et démoralisante expérience du kidnapping.

Au cours des trois dernières semaines, les unités spécialisées de la Police nationale d'Haïti (PNH) ont mené des opérations antigang, sur des foyers ciblés de ces criminels, tant à la capitale que dans certaines régions des autres départements du pays. Lors des affrontements, d'importants chefs ont été abattus et d'autres appréhendés. Dans les communiqués faisant état de leurs raids contre les bandits, les autorités policières ont annoncé également la saisie de plusieurs armes et de beaucoup de munitions, ainsi que la confiscation de véhicules, dont certains d'entre eux, des propriétés de la PNH et de citoyens privés, qui avaient été volés.

De toutes les attaques lancées par les forces de l'ordre contre les gangs, celle portée sur le fief, à Terre Blanche (dans la commune de Croix-des-Bouquets), du chef numéro 3 de « *400 Mawozo* », est la plus importante. Elle a été orchestrée quelque quarante-huit heures après un affrontement d'une patrouille policière avec le leader des malfrats appelé Kòlèg, ainsi connu, soit le samedi 6 août.

Trois jours plus tard, des policiers ont récidivé, encore dans la commune de Croix-des-Bouquets, ayant mis fin aux jours de Loukendy Prophète, un autre bandit spécialisé dans le détournement de camions chargés de marchandise, sur la Route Nationale numéro 1, au niveau de Canaan.

Lundi, 15 juin, une patrouille de l'Unité départementale de l'Ouest (UDMO) a surpris un présumé membre d'une organisation criminelle, à Laboule 11, dans les hauteurs de Pétion-Ville, qui n'avait pas hésité à faire feux sur elle. Blessé au pied, Miguel Laguerre est interpellé et se trouve incarcéré, en attendant les suites légales. Une source policière a révélé que ce bandit, qui se trouvait à bord d'un Infiniti quatre par quatre, est le chauffeur de Ti-Makak, le chef de gang évoluant à Laboule 12, a qui est attribuée la responsabilité de l'assassinat de l'ex-sénateur Yvon Buissereth.

Il va sans dire que, conformément à ses dispositions, la Police a pris possession de ce véhicule confisqué d'une personne surprise en flagrant délit d'actes criminels.

À Petite Rivière de l'Artibonite, des policiers revenus de l'opération contre Goliath et ses alliés.

Rappelons que lors d'un affrontement précédent, une patrouille policière avait procédé à l'arrestation du chauffeur d'Izo, le chef du gang « *Cinq Secondes* », qui établit son territoire à Village de Dieu, au sud de la capitale.

Le chef de gang le plus cruel de Savien succombé à ses blessures

À part Kòlèg, tué par la Police, lors d'un accrochage avec une patrouille, à Croix-des-Bouquets, dans la région de Petite Rivière de l'Artibonite, le chef de gang de Savien, connu seulement sous le nom « Goliath », membre du groupe appelé « Gran Grif », n'a pas survécu aux blessures qu'il a essuyées, lors d'une rencontre inopinée avec une patrouille de la PNH composée de policiers faisant partie de l'Unité départementale de maintien d'ordre (UDMO), alors qu'il se rendait à la plage avec d'autres membres de son groupe. En même temps que lui, ses deux autres collègues, Kébreau et Vernet, ainsi connus, ont perdu la vie, également victimes de tirs des policiers. Réputé d'une cruauté légendaire, Goliath était, apprend-on, activement recherché par la Police, sous l'accusation d'assassinats, de kidnappings et d'association de malfaiteurs.

À la suite de cet affrontement sanglant, des membres de Gran Grif se croyant en mesure de se venger des pertes de vie d'hommes qu'ils ont enregistrées dans leur rang, ont tenté d'attaquer le sous-commissariat de Police de Petite Rivière. Ils ont été repoussés et l'ordre rétabli, avec la collaboration de policiers venus en renfort de Saint-Marc. Le communiqué de la Police fait état de bandits blessés, sans en préciser le nombre, en sus d'armes saisies.

Dimanche soir (14 août), à Carrefour, au sud de la capitale, il été rapporté que James (ainsi connu), chef du gang appelé «*Tem 60* », a été « *assassiné* », en même temps que Davidson, qui l'accompagnait. Tandis que, blessé, Jackson (également ainsi connu), qui était aussi avec lui, a été blessé grièvement. Conduit à l'hôpital, on ne connaît pas sa condition. Selon des informations recueillies sur place, James était affilié au gang dirigé par Chrisla, basé à Ti-Bwa, dans la région de Martissant.

Goliath, ainsi connu, chef de gang Grand Griffe de Savien, n'a pas survécu à ses blessures.

Après quelques semaines d'apathie, vis-à-vis des bandits, qui caractérisait l'administration de son prédécesseur, suite à la nomination de Frantz Elbé à la direction générale de la PNH, l'institution policière montre des signes qu'elle commence à se réveiller de sa torpeur. Depuis trois semaines, au moins, les attaques contre les gangs armés se déroulent, pratiquement au quotidien. Si les fiefs des bandes armées contrôlant les régions sud de Port-au-Prince et ceux basés au bas de Delmas, à Cité Soleil, au Bel-Air et ailleurs, à Port-au-Prince, ne sont toujours pas inquiétés, la réalité est toute autre pour ceux qui font la pluie et le beau temps au nord de la capitale, comme, par exemple, à Bon Repos, Canaan et à Croix des Bouquets.

En effet, les communiqués ou tweets de la Police, diffusés presque quotidiennement, donnent le bilan des opérations, désormais routinières, contre les territoires occupés par les malfrats, ou des accrochages ayant surgi avec eux, informent sur ceux qui ont été tués ou capturés. Par le biais de telles communications, le public prend connaissance des succès des membres de l'institution, ces jours-ci, applaudis pour la vaillance et l'agressivité qu'ils affichent, dans la poursuite de ces criminels.

Une ombre au tableau : Qu'en est-il des millions arrachés aux victimes d'enlèvement ?

Les succès que connaît la PNH, par rapport à ses fructueuses opérations, contre les gangs armés, suscite une majeure interrogation : qu'en est-il des millions que les preneurs d'otages, tués ou appréhendés, ont arraché à leurs victimes en rançons contre leur libération. Alors que, dans ses différentes communications, via son compte tweeter ou communiqués de presse, l'institution policière se félicite des sorties désastreuses lancées contre les malfrats, dont les armes et munitions sont saisies, ainsi que les véhicules confisqués, mais aucune révélation n'est faite sur les fortes sommes d'argent extorqués des victimes.

Il y a donc lieu de se demander si les interrogatoires musclés auxquels sont soumis les hommes arrêtés ne portent pas aussi sur les sommes qu'ils ont accumulées en détroussant leurs otages. Ou bien si les maisons détruites, comme dans le complexe résidentiel de Kòlèg, à Terre Blanche, ne font pas l'objet de fouilles minutieuses avant que soient déployés les équipements lourds mobilisés en vue de leur démolition.

Cette particularité attire l'attention des observateurs se souvenant la manière dont a été gérée la scène du crime, à la maison privée du défunt président de facto, Jovenel Moïse. Les différentes rumeurs relatives aux fortes sommes d'argent qui étaient trouvées dans la maison, à Pèlerin 5, n'ont jamais eu de suite. Il semble qu'une autre décision de « *kase fèy kouvri sa* » ait été adoptée.

En effet, on est tenté de croire que les policiers arrivés, les premiers, dans la maison, après que M. Moïse ait été assassiné et sa femme blessée et évacuée, ainsi que les enfants déplacés, se soient servis de tout ce qui s'y trouvait, y compris une partie de l'argent, dont le montant était fixé à des millions de dollars en devises, mais aussi en gourdes. Et dont le montant n'a jamais été précisé.

Dans ce contexte, il ne faut pas minimiser le témoignage d'un des proches collaborateurs de Jovenel Moïse, Richard Doré, qui faisait croire que le défunt allait investir des fonds qu'il détenait dans la fondation d'une banque.

Curieusement, les représentants des différentes entités impliquées dans la gestion de la scène du crime (judiciaire, policière, sécuritaire et administrative) ne se sont pas attardés sur les fonds trouvés chez l'ancien couple présidentiel.

Doit-on penser que, dans le cadre des interrogatoires des agents de la Direction centrale de la Police judiciaire (DCPJ), aucune disposition n'a été prise pour tirer les vers du nez des bandits capturés aux sujet de la manière dont les gangs opèrent administrativement, de recueillir des informations, quant aux moyens de gérer les fonds volés, ainsi que le protocole établi, eu égard à leur domicile?

Faut-il admettre que les autorités judiciaires et policières ne se préoccupent guère de la récupération de l'argent volé aux victimes d'enlèvement ? En tout cas, le silence, sinon l'inaction des décideurs haïtiens constitue un camouflet de trop infligé aux citoyennes et citoyens kidnappés, qui se retrouvent totalement décapitalisés, en sus d'avoir été sauvagement terrorisés par leurs ravisseurs. Le paiement de telles rançons constitue les seuls moyens de satisfaire aux exigences des malfrats et d'échapper à une mort certaine dont ces derniers les menacent.

Au bout du compte, des félicitations sont à l'ordre du jour pour les actions anti gang déclenchées par la PNH. Mais cela ne doit pas justifier l'inaction, voire la fripouillerie, des dirigeants dans cette situation.

L.J.

Journal 17- 24 out 2022.qxp_HO 8/17/22 4:28 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Nan mitan tout deblozay ann Ayiti yo, gen bagay pozitif k ap fèt nan peyi a, aletranje tou !

Mwen pa konn kibò pou m kòmanse, paske depi kèk tan, chak semen, se sou youn pil deblozay nou chita. Se sa ki Ayiti kounnye a. Men semèn sa a m ap vin ak youn lòt klas nouvèl, bagay nou gen lontan nou pa tande. Sa pa vle di tout bagay fin pran plas yo non. Men m kwè nou bouke ak tout vye nouvèl yo, nou pare pou n tande bagay pozitif ki fèt, swa ann Ayiti, swa aletranje, ki fè nou fyè pou n di se Ayisyen nou ye.

Mwen pa konn si nou te wè youn video, ki te anrejistre nan dat 27 jiyè, de youn entèvyou ann angle sou chèn ki rele « *AJ Stream* » la, kote 3 Ayisyen t ap reponn kesyon. Te gen *Vélina Élysée Charlier*, manm group *Nou p ap dòmi* a, ki te lage anpil verite atè. Li te byen pale. Pami tou sa l te di, fraz sa a ranmase tout : « *Pa gen lavi ankò ann Ayiti! Pèp la ap mouri, paske pa gen sekilfo pou kenbe mounn anvi!* »

Dezyèm nan, se te youn jèn jounalis *Ayibopost*, nan Pòtoprens, ki rele *Jameson Francisque*, ki te pale nan menm sans ak *Manzè Charlier*. Kòm se kesyon gang ki t ap diskite, msye te di sitiyasyon ensekirite a pa piti nan peyi Dayiti. Tout mounn ap viv ak kè sote. Epi men sa k pi rèd la : « *Lè w sot anndan lakay ou, ou pa konn si w ap tounen rantre ». Se poutèt sa, anpil mounn ap kouri kite peyi a. Epi sa k panko pati yo, ap prepare pou y ale !* »

Twazyèm mounn nou te wè a se te *Jean Junior Joseph*, ke mounn rele JJJ. Msye di li travay pou gouvènman an, se konseye spesyal Premye minis la li ye. Natirèlman, se defans gouvènman an li te pran. Li eksplike kijan polisye yo ap fè gwo travay pou met sekirite nan peyi a. Men msye pa t vini sou kesyon ke menm li-menm li te pase dis (10) jou anba ponyèt gang tout lòt jou la a. Yo te lage msye nan dat 5 jiyè, apre gang yo te touche gwo kòb pou lage l.

Antouka, msye te vin ak youn pawòl kòmsi pou l te di jounalis etranje ki t ap poze l kesyon yo ke Ayiti pa pi mal pase sa. Koute msye k ap di : « *Pòtoprens pa Ayiti, e Ayiti pa Pòtoprens* ». Okontrè, li te menm di, « *Gade sa k ap pase nan Nò peyi a [Okap]. Rezo sosyo yo di tout lotèl byen ranpli! Wi, bagay yo kapab difisil nan Pòtoprens, men Pòtoprens pa Ayiti* ». Pou JJJ, polisye yo ap fè bon travay pou bay pèp la bonjan sekirite. Yo pral resevwa plis ekipman pou yo kontinye fè travay yo.

Pòtoprens ak zòn toupre l yo pa Ayiti! Ann monte nan Nò, Okap !

Sanzatann, vwala ke Pòtoprens, ke yo di ki kapital Ayiti a, pa gen okenn valè ankò. Si yo te koute m, gen lontan yo ta deja kòmanse bay vil pwovens yo valè yo merite. Nou t ap sispann ak kesyon « *République de Port-au-Prince* » lan pou n te vin gen « *Repiblik Dayiti* ». Pa

Mesye Gran Bwa

egzanp, lè tranbleman d tè 12 janvye 2010 la, lè m te anbasadè nan Wachintonn, mwen te mande otorite lakay yo al distribye anpil nan èd yo te resevwa pou pèp la andeyò ak nan vil pwovens, kote youn bann mounn te kouri ale, kite Pòtoprens

Kanna ki vin koute bon kout tanbou;

ki te atè plat. Pèsonn pa t koute m. Se konsa, kèk mwa pita, tout mounn yo te tounen. Yo te menm mennen lòt fanmi ak yo vin nan founèz Pòtoprens lan.

Enben, se konsa, pou n repete sa JJJ di a, se « *Le Nò* », Okap Ayisyen, ki enpòtan kounnye a. Se la k ap atire touris. Epi se pa nenpòt ti touris layk dis layk dat. Se touris ki vin depanse anpil grinbak, ki fin ranpli tout lotèl, pa gen plas ankò. Pa menm gen ase restoran pou resevwa kliyan. Epi restoran ki genyen yo oblije ap fè piblisite, y ap chache plis kizinye ak kizinyèz ki konn fè bon manje k ap fè vizitè yo niche, menm koupe dwèt yo.

N ap sezi tande sa k sot pase nan wikenn pase a. Depi nan vandredi, 12 out (dawou) touris t ap debake Okap pou y al patisipe nan « *Dîner en blanc* », ki te pral fèt nan youn zòn bò Okap la. Jan nou tande l la se te gwo gala, tout mounn abiye toudeblan. Se plis pase 900 touris ki te debake. Sa k pa t jwenn plas abò avyon *Spirit Airlines*, soti Miami pou al Okap tou dirèk, te pran avyon al Santyago, an Repiblik Dominikèn, epi yo travèse fwontyè rantre Ayiti.

Mounn yo te arive montre sa yo te vle montre a. « *N ap imajine Ayiti jan l te konn ye a !* » Wi, mezanmi, Okap pa Pòtoprens. Se la touris ka jwi tou sa youn touris ta vle, sitou Okap la se kote ki gen youn bann atraksyon ki te konn atire touris oparavan.

Pi gwo atraksyon nan zòn nan se Sitadèl la (Citadelle Laferrière), sou tèt mòn ki piwo ki genyen anlè ti vil yo rele Milo a (Milot). Epi se nan Milo ki genyen Palè San Sousi (Sans Souci). Nan menm zòn Okap la gen Vètyè (Vertières), kote lame endijèn nan, lame ansyen esklav yo, te bat gwo lame franse Napoleon Bonapat la (Napoléon Bonaparte), nan dat 18 novanm 1803 a, pou Jan-Jak Desalin (Jean-Jacques Dessalines) te vin deklare endepandans le premye janvye 1804. Se nan menm zòn nan tou, ke gen Bwa Kayiman ((Bois Caïman), kote premye gwo reyinon pou kòmanse Revolisyon Ayiti a, te fèt nan youn seremoni Vodou, sou direksyon *Duty Boukman*, nan dat 14 out (dawou) 1791. Dimanch ki sot pase a fè 231 lane depi seremoni sa a. E m pral ban nou plis sou sa pi devan. Se nan menm zòn nan tou nou jwenn Labadi (Labadie) tivil ki gen youn bèl plaj, ke *Royal Caribbean Cruises Ltd.* te vin anfème nan lane 1986, jis anvan gouvènman Jan-Klod Divalye a (Jean-Claude Duvalier) te tonbe nan kòmansman lane 1986 la. Imajine sa, etranje siyen, pran zòn nan jouk pou lane 2050, pou 64 lane wi! Asireman, se dènye milyon dola, gwo kòb Jan-Klod te fè, anvan l te kouri kite sa nan dat 7 fevriye 1986. Antouka, kou Blan yo fin siyen pran Labadi, yo tou chanje non kote a, yo rele l « *Labadee* », youn non angle, kivedi touris pa menm konnen se Ayiti y ap debake.

Apa de tout gwo kote sa yo mwen sot site ki ozalantou Okap, gen lòt bèl kote pou touris vizite nan vil la menm. Gen Katedral *Notre Dame* avèk bèl pak ki devan legliz la; gen Pawas Sen Filomèn (Sainte Philomène); moniman Jan-Jak Desalin nan (Jean-Jacques Dessalines); moniman pou José Marti, revolisyonnè Kiben ki te vin chache èd ann Ayiti, pandan lagè 1868 rive 1878, pou libere Kiba anba grif kolon panyòl yo.

Anfen, Okap rete Okap ak tout fyète l. Li pa nan danse kole ak gang ki konnen pou yo pa pwoche vin twò pre Okap. Alò, m oblije mande èske otorite Ayiti yo pa wont lè yo tande Jan Jinyò Jozèf ap fè lwanj pou « *Le Nò* », pandan ke Pòtoprens, ki toujou pote non « Kapital Ayiti », vin nan sitiyasyon li ye a. Ēske yo pa wont lè sitwayen pa konnen si y ap tounen lakay yo lè yo soti ? Ēske sa pa di yo anyen lè pèp la pran tout klas risk sou lanmè pou yo kouri kite lanfè Ayiti a? Vrèman, Ayiti pa Pòtoprens! Fòk yo sispann di Pòtoprens, Kapital Dayiti.

*Nou p ap gentan chita sou sa k pase Miragwàn nan, men l kite Pòtoprens dèyè

Selon enfòmasyon nou resevwa, nan samdi, 13 out la (dawou), te gen youn gwo fèt nan vil Miragwàn (Miragoâne), nan Depatman Nip la (Nippes). Se youn nouvo konplèks komèsayal ki inogire. Nou panko gen tout detay yo, men se youn jèn achitèk Ayisyen ki fè travay la, e se Ayisyen ki finanse tout bagay.

M ap fè n remake, tout kote ki bay gang bwa long kenbe, se menm zòn sa yo k ap fè bèl ekspe-

Ak Mayo Bwa Kayiman, se sa nèt.

ryans pou Ayiti vin devlope toutbon. Kòm nou konnen Konmisè Gouvènmam Miragwàn nan, Jan Ēnès Miskaden (Jean Ernest Muscadin), bay plizyè egzanp de kijan li trete ak gang, menm lè Premye Minis di fòk yo deplase l nan Miragwàn nan, paske l ap touye chèf gang.

Medam yo ak mesye yo ki konn danse.

Antouka, Mèt Miskaden deklare ke « *Depatman Nip la se simityè gang* » ki gen malè met pye yo la. Epi se depi 5 jen ki sot pase a, Premye Minis Ariel Henry (Arièl Anri), ki te *Los Angeles*, nan « *Sommet des Amériques* » la, te pibliye youn twit pou mande minis Lajistis la deplase Konmisè a, paske l te touye « *le paisible citoyen de Village de Dieu Elvé/Elvain Jean-Jacques* » (Zo Pwason), bra dwat chèf Izo (Johnson André).

Vwala ke jouk kounnye a, se Mèt Miskaden ki mèt kesyon an nan Miragwàn, nou ta ka di menm nan tout Depatman Nip la. Epi nou tande mounn k ap mande pou se li menm ki vin prezidan Ayiti, pa sèlman Pòtoprens, dekwa pou l fini ak kesyon gang sa a ki mete peyi a tèt anba.

Se konsa, m ap fè n sonje ke depi 8 septanm lane pase, mwen te di byen klè : « ***Toutotan kesyon gang nan pa regle, Anyen p ap regle ann Ayiti*** ». Vwala ke Okap, nan Nò, ak Miragwàn, nan Gran Sid la, se la bèl bagay reyalize, paske yo pa nan konfyolo ak gang. N espere gwo mesye Pòtoprens yo ap aprann kijan yo ka dirije youn peyi. Si sa pa fèt byen vit, toutalè gang pral efase yo san yo pa itilize okenn efaswa kreyon.

*Fèt Bwa Kayiman nan mitan Bwouklin, la a nan Nouyòk

Samdi pase, 13 out (dawou), youn jou anvan 14 la, ki se vrè dat Seremoni Vodou Bwa Kayiman an, nan lane 1791, Mèt Gran Bwa te bay Ayisyen randevou nan *Prospect Park*, gwo pak nan Bwouklin nan, pou n fete 231 lane depi gwo jou sa a, kote zansèt nou yo te bay premye siyal pou batay endepandans la, ki te pral pran 12 lane anvan yo te vin reyisi met Blan Frnse deyò nan peyi nou an epi deklare endepandans nan dat Premye Janvye 1804.

Enben se te gwo seremoni ki te fèt samdi pase a, kout tanbou te fè mikalaw, fanm tankou gason te danse jansadwa. Men fò m di medam yo ranpòte gwo lo a nan danse. Manifestasyon an te atire atansyon anpil mounn ki t ap pase. Menm kanna ki t ap naje nan bèl dlo nan pak la, te vin gade tou, avèk anpil respè.

Mwen te mande Mèt Gran Bwa kote l jwenn lajan pou fè gwo fèt sa a, pou bay tout mounn sa yo manje, bonjan diri ak pwa, griyo, poul ansòs. Se te wololoy! Msye pa aksepte okenn lwanj. Antretan, m aprann se madanm ni ki fè tout manje yo.

Nou bat bravo pou Mèt Gran Bwa, ki te fè gwo fèt sa a pou raple nou ke te gen anpil sakrifis ki te fèt pou premye Repiblik Nwa nan lemonn te vin etabli. Nou bat bravo tou pou tout mounn ki te pran lapawòl pou mande nou fè sakrifis kilfo pou n wete peyi nou nan sitiyasyon li ye kounnye a. Apre tout gwo sakrifis zansèt nou yo te fè, nou pa ka vin tonbe nan bafon kote Ayiti plonje kounnye a. Nan met men ansanm, nan lespri ***« L'Union [qui] fait la Force »,*** nou ka reyalize sa zansèt nou yo te reyalize lè premye kout tanbou liberasyon an te bat, nan dat 14 out (dawou) 1791 lan. « ***Grenadye alaso ! Sa ki mouri zafè a yo !*** »

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
20 out 2022
raljo31@yahoo.com

Journal 17- 24 out 2022.qxp_HO 8/17/22 4:28 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

to the July 27 attempt of the gangs to burn down the Cathedral of Port-au-Prince. As reported, the Vatican had given wide publicity to the bishops' message by reproducing it, July 30, in the Vatican organ.

Now the Society of Jesus, whose members are called Jesuits, has issued its own message calling for change, even with international support, but of a different nature than what has been experienced so far.

The Jesuits, who are involved in education and other social activities besides the religious, have more intimate contacts with the population and better knowledge of the workings of the society. Thus, their analysis has much weight.

More direct than the bishops in their message, they write: *"Everything leads one to believe that there exists a true connection between the chiefs of the gangs and the government, as well as with people in political sectors and those in business."*

As far as the police is concerned, it's said that *"15% of their members, whether in lower grades or high cadres are linked to the gangs."* Of course, with such infiltration of police ranks, almost all police actions are compromised from the get-go.

The Jesuits state that Haiti needs international help to overcome the problems encountered by a society *"in a state of anarchy."* However, they point to the recent report of the Secretary General of the Organization of American States that acknowledges *"the failure of the international community"* in Haiti over more than two decades.

In that light, the Jesuits propose the following:

Absolute respect for national sovereignty. Thus, no imposed solution without Haitian participation at the top.

Structural reforms that will lead to new structures to meet all challenges.

A reformed government, with corruption and impunity forever banned.

And above all, the dismantling of the gangs, which is similar to a slogan we've issued September 8, 2021, and oft-repeated: ***"As long as the gang issue isn't solved, nothing can be solved in Haiti."***

Former U.S. Ambassador to Haiti suggests a 5-year plan to beef up Haiti's police to wipe out the gangs

In a Letter to the Editor of the *Portland Press Herald*, in Maine, August 15, Pamela White, who says at the outset she was *"the U.S. ambassador to Haiti (2012-15)"* calls for strong action in the country to stop the *"hellish conditions"* in which Haitians are living.

From Orr's Island, she's been following closely what's happening in Haiti and she has proposed some remedies that must be considered. Bluntly, she asserts, *"It's my belief that it's time to stop pretending diplomacy will work in Haiti."* And she explains why: *"There is now no functional government, no working judiciary, no parliament. A weak police force is incapable of stopping the gang warfare that rules the capital — it has fewer weapons, fewer members and a lot less money than the gangs have."*

Before going further, I'll note that during Ambassador White's tenure, the self-styled "Legal Bandit," Michel/ Michael Joseph Martelly was Haiti's president and with his then Prime Minister Laurent Lamothe, had begun to organize the gangs. Since then, they've been "federated," something that was facilitated by the hand-picked president of the "Legal Bandit," Jovenel Moïse, who was horribly assassinated July 7, 2021 in the bedroom of his highly secured residence.

Joe Biden, the Senator version.

In her heart-rending letter, Ambassador White goes into all the aspects that have made the situation unlivable in Haiti, all attributed to the gangs, who must be dealt with immediately. She notes that *"All the international players say that increased security is needed—and they're correct. But what's really needed is both a five-year plan to increase Haitian police force capacity and boots on the ground right now. Whether they're mercenaries, U.N. troops or former New York police officers, the killing has got to stop."*

Interestingly, the Ambassador points to the *"private sector [that] can be convinced to finally step up to the plate and, instead of playing games with gangs, pay troops to save the country that made it incredibly wealthy."*

Ambassador White must be commended for speaking out so unambiguously about what needs to be done in Haiti. Her conclusion is prescient: ***"Stop the quiet dialog. A Haitian-led solution is not going to happen with the current administration. Figure out how to get some well-trained and equipped troops in Haiti –yesterday."*** (Bold ours!)

HERE AND THERE BRIEFLY!

***In relation to our front-page story in the HAPPENINGS** section last week dealing with the assassination of former Senator Yvon Buissereth, there's been some quick action. On Monday, August 15, the police announced that Michel Laguerre was arrested at Laboule 11.

According to *Vant Bef Info* (VBI) blog, the 24-year-old man is the chauffeur of gang leader Ti Makak (Monkey Jr.) who is responsible for the assassination of the former senator, who was in charge of a government housing construction program. That happened August 6, in Laboule 12, a stone's throw from Laboule 11. According to the reports, Laguerre was wounded in the foot during a gunfight with the police.

Ti Makak is still on the run, but with his chauffeur jailed, he's more vulnerable now. The inhabitants of Laboule 12, an upscale neighborhood above the tony Pétionville suburb of Port-au-Prince, are doing their outmost to rid their area of the gangs who are moving into more affluent neighborhoods from the shantytowns around the capital where they first had their bases.

***Haiti and the Haitian diaspora were abuzz Monday,** August 15, in the forenoon, when a mammoth airplane landed at the Port-au-Prince airport and some vehicles were rolled out of it. They were U.N. vehicles and equipment for BINUH, the United Nations Office in Haiti, the personnel of which went to 42, up from 30. Though no military officers were on board, the talk was that they would arrive in the afternoon on other flights.

Nothing of the sort occurred. And Beatrice Nigobora, spokesperson for BINUH issued a statement that same Monday announcing that the vehicles were for UN regular service. She also denied that there was bellicose equipment aboard the flight and that other flights with military on board were expected.

Still, people are expecting some military action, sooner than later, to deal with the out-of-control gangs, especially in Port-au-Prince, where it's said they now control 75% of the capital and surroundings.

***Meanwhile, the face of a young Senator,** representing Delaware, is showing up on YouTube when, in 1994, he made some unpleasant remarks about Haiti. The then Senator, who is now President Joseph "Joe" Biden, is seen in a PBS clip in an interview with Charlie Rose, saying: *"If Haiti, a God-awful thing to say, if Haiti just quietly sunk into the Caribbean or rose up 300 feet, it wouldn't matter a whole lot in terms of our interest."* That was in criticism of then President Bill Clinton, who was dispatching more than 20,000 U.S. troops to Haiti to take President Jean-Bertrand Aristide back to Haiti, after his two-year exile in golden exile in Washington.

Some people say, President Biden hasn't changed his view on Haiti. That's why he doesn't care about the gang war in Haiti causing such mayhem, only 1,407 miles from Washington, while he's rushing tens of billions of dollars and equipment to Ukraine, 4,965miles away and has opened U.S. doors widely to welcome Ukrainian refugees.

But an analyst in the know says President Biden won't get U.S. troops involved in Haiti now. After the midterm elections in November, it might be a different matter.

RAJ
l7 August 2022
raljo31@yahoo.com

DE BROSSE & STUDLEY, LLP
Richard A. De Brosse
Attorney at Law
ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432
Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187
rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 17- 24 out 2022.qxp_HO 8/17/22 4:28 AM Page 8

LE PREMIER MINISTRE DE FACTO BAISSE PAVILLON DEVANT LES BANDITS

Voyage à Jérémie en doute, Ariel Henry n'y va pas par terre...

Mécontentement dans les rangs de la PNH

Suite de la page 1

M. Henry a insisté, pour que, lui et la délégation qui l'accompagnerait fassent le trajet par avion. Car il n'entend pas traverser Martissant par terre, pour ne pas s'exposer à la violence des gangs armés. Des secteurs proches de la PNH sont immédiatement montés au créneau pour fustiger cette décision du chef de la primature, préférant renoncer à ce déplacement plutôt que de prendre des dispositions, comme cela a été suggéré, au sein du gouvernement, de chasser les bandits des zones qu'ils occupent.

Au lieu de participer aux activités marquant le premier anniversaire du tremblement de terre du 14 août, Ariel Henry a mis le cap sur le Bahamas, afin de répondre à l'invitation, qui lui avait été faite, d'assister à la réunion régionale sur l'environnement qui se déroule dans ce pays.

Martissant abandonné aux gangs

En refusant de créer les conditions pour que puisse s'effectuer le voyage à destination du Grand Sud, par terre, en traversant la route de Martissant (Nationale Numéro 2), dans un convoi de véhicules officiels, Ariel Henry a pris la décision qu'il juge politiquement plus économique. Il semble qu'il craigne les conséquences de la suggestion qui lui a été fate de profiter de cette occasion pour mettre les bandits hors-jeu.

À la lumière de cette décision, des secteurs liés à la Police s'en prennent sans réserve à M. Henry, l'accusant de faire des gangs armés sa « *marotte*», s'ingéniant à les protéger, quand bien même ils se seraient impliqués, en flagrant délit, dans des actes criminels. En ce sens, ces milieux en veulent au Premier ministre de facto de n'avoir rien faut pour déloger les hommes d'Izo, chef du gang de Village de Dieu, qui se sont emparés du Palais de Justice se trouvant de l'aire du Bicentenaire, qu'ils occupent encore, aujourd'hui, plus de deux mois depuis que cette institution a été envahie par les malfrats et transformé en no man's land aux juges, au personnel et aux avocats, y compris aux clients qui fréquentent cette administration.

Suite au tremblement de terre, des habitants des Cayes se logeaient au Land des Gabions.

Aux Cayes l'étendu des dégâts laisssés pa le séïsme du 14 août 2021.

L'hostilité des Cayens : Le vrai motif de l'absence d'Ariel Henry à Jérémie

Quelles que soient les raisons évoquées par Ariel Henry pour bouder les activités commémoratives du tremblement de terre de l'année dernière, dans le Grand Sud, la vraie cause n'a pas été évoquée. Il s'agit de la crainte d'un mauvais quart d'heure avec les activistes des Cayes, au cas où il aurait pris la Nationale Numéro 2 pour se rendre à Jérémie, un itinéraire qui passe immanquablement par cette ville. Il redoute que les jeunes Cayens, surtout, ne viennent lui demander compte pour avoir omis de chasser les bandes de criminels installés à l'entrée sud de Port-au-Prince, isolant totalement leur ville et régions ainsi que celles des autres départements, comme Les Cayes, cruellement affectés par cette calamité naturelle.

À cet égard, les tombeurs d'Ariel Henry attirent l'attention sur son indifférence, par rapport à la condition infernale dans laquelle se débattent les communautés du Grand Sud, déjà grandement éprouvées par le séisme qui a secoué ces grandes régions du pays, qui se voient privées de moyens de s'approvisionner en marchandises accessibles uniquement à Port-au-Prince.

Si, par leurs actions, ou inactions, les dirigeants d'un pays font tant et si bien qu'ils mettent les électeurs à dos,

Suite en page 14

LE COIN DU POÈTE

AVERTISSEMENT

Par Saint-John Kauss

L'Haïtien publie, surtout en français. Qui est signe du savoir, parait-il ?

LISTE PARTIELLE DES AUTEURS CRÉOLES D'HAITI

Fouad ANDRÉ
Jean-Bertrand ARISTIDE
Donald ASSALI
Dominique BATRAVIL
Robert BAUDUY
Jean BRIERRE
Émile CÉLESTIN-MÉGIE
Christophe CHARLES
Placide DAVID
Oswald DURAND
Franck ÉTIENNE (FRANKÉTIENNE)
Emmanuel EUGÈNE (Manno EJÈN)
Edgard GOUSSE
Michel-Ange HYPPOLITE
Pauris JEAN-BAPTISTE
Saint-John KAUSS
Rassoul LABUCHIN (Yves MÉDARD)
Pierre LEGBA
Jacques LENOIR (Paul LARAQUE)
Michel Salmador LOUIS
Jean MAPOU
Philippe Thoby MARCELIN
Jean-Claude MARTINEAU
Dr Ernst MIRVILLE (Pyè BAMBOU)
Raymond MOISE
Félix MORISSEAU-LEROY
Rudolf MULLER
Pierre-Richard NARCISSE
Chambeau NELSON
René PHILOCTÈTE
Charles Fernand PRESSOIR
Jean Albert RÉJOUIS
Émile ROUMER
Carlos SAINT-LOUIS
Jan SEBON
Maurice SIXTO
Boisrond TONNERRE
Jocelyne TROUILLOT
Lyonel TROUILLOT
Michel Rolph TROUILLOT
Lionel VILFORT

Le temps des frivoles à Salman Rushdie

Poème de Saint-John Kauss

« *Je veux m'étendre dans la pierre de la nuit.*
Je veux y parvenir avec l'adversité ».
(Pablo Neruda)
De cet anniversaire erratique des morts et condamnés,
Vaste comédie des hommes cachés dans l'ombre de la supercherie,
Je n'ai plus le droit de parler ou d'écrire dans la paix des bois,
L'élégie des robins des arbres-à-lettres des effigies,
Le sonnet des pubères dans l'ordre des hyperboles
L'hymne à la survie des filles à ne plus en rêver,
De revoir mon éditeur qui m'avance mots et maux,
Qui me facilite la tâche d'être le meilleur des sorciers-ès-lettres
Le plus vil des écrivains du monde immonde
Je suis de la Bretagne droite comme l'équerre des Loges
Des cathédrales occultées du geste des dieux,
Je suis Salman le plus Magnifique de tous les versets
L'un des hybrides calculés à la fossette des colonies,
Je suis l'immémorial, l'improbable, l'irréparable,
L'intouchable d'un temps de pages folles.
Je suis le descendant des Maures
Monarque et Calife de l'Espagne/du Maghreb.
Je suis le futur Nobel des littérateurs
À souffrir debout devant mes livres apocryphes.
S-J.K
Gatineau (Québec), 12/08/2022.

Journal 17- 24 out 2022.qxp_HO 8/17/22 4:28 AM Page 9

AVÒTMAN.
SAN DANJE + LEGAL POU TOUT MOUN
NAN VIL NEW YORK.
nyc.gov/abortion NYC Health

Journal 17- 24 out 2022.qxp_HO 8/17/22 4:28 AM Page 10

ÉDITORIAL

L'OEA, annonciatrice d'une nouvelle stratégie sur Haïti

S'il est admis que l'Organisation des États américains (OEA) est un instrument diplomatico-politique de Washington, on ne doit se faire aucune illusion par rapport à l'intervention du 8 août 2022 de son secrétaire général, Luis Leonardo Almagro Lemes. Sur fond de dénonciations de la « *communauté internationale* », dont il reconnaît l'« *échec* » de la mission en Haïti, qui s'est étirée sur une période de plus de deux décennies, et la responsabilité des maux infligés sur Haïti durant ce temps, il suggère que les « *pays amis* » assument le coût de la facture des mesures devant remettre le pays à neuf. Il semble que, dans son communiqué, M. Almagro soit resté collé au scénario qui lui a été présenté, ayant opté pour taire l'ultime objectif de sa démarche.

Aucun doute, contrairement à ce que pensent certains observateurs, voulant faire croire que les États-Unis d'Amérique, en tant que « *patron* » de l'organisme régional, serait tenu à l'écart des déclarations faites par Luis Almagro, la semaine dernière. Loin de là. Ce message, dont la livraison a été confiée à cet organisme, à qui incombe la responsabilité d'entériner la politique et la diplomatie américaines, par rapport aux États de l'hémisphère occidental, a tout l'air d'annoncer une nouvelle stratégie globale des Américains en ce qui concerne Haïti. Car le secrétaire général de l'OEA n'a pas les coudées franches pour émettre des prises de position indépendamment des États-Unis. Après sa longue note du 8 août dernier, il faut s'attendre maintenant à ce que s'annonce, ultérieurement —mais à très brève échéance —, le volet le plus important des nouvelles dispositions concernant notre pays partageant la souveraineté de l'île avec la République dominicaine.

En effet, nonobstant les déclarations des officiels américains, à Washington, mille fois relancées par leur ambassade, à Port-au-Prince, le destin d'Haïti ne se joue pas au pays. Car, surtout depuis la chute de la dictature des Duvalier, le 7 février 1986, dans le cadre des démarches lancées, en vue de faire avancer «*la cause de la démocratie* », chez nous, le peuple haïtien est le dernier à prendre connaissance des décisions le concernant, arrêtées par les grandes démocraties, qui passent pour « *pays tuteurs* ». En fait, considérés comme des enfants mineurs par leurs propres dirigeants se réunissant en conciliabule avec les représentants des pays qualifiés « *amis d'Haïti* », les officiels haïtiens, tout en parlant au nom d'Haïti, ne recevaient pas leurs consignes du peuple haïtien. On en veut pour preuve, les démarches tripartites menées, sur le dos d'Haïti, à Governors Island (à New York), au niveau des ambassadeurs étrangers cherchant à dégager un accord entre Jean-Bertrand Aristide, exilé à Washington, et les militaires haïtiens dirigés par le duo Raoul Cédras et Philippe Biamby (en 1993-1994). Durant les jours, que se déroulaient ces pourparlers, les Haïtiens passaient le plus clair de leur temps à scruter les organes émetteurs d'informations pour se faire une idée de la progression des discussions. Mais, au bout du compte, c'est « *le Blanc* », qui avait le dernier mot. Même scénario, au cours des disputes qui ont marqué les élections, délibérément bâclées, ou mal gérées, des années 90 (Jean-Bertrand Aristide) à 2016, particulièrement celles ayant porté Michel Martelly au pouvoir, en 2011. Ou encore la situation prévalant avec Ariel Henry, dont la stratégie consiste à faire durer son séjour à la primature, dans le cadre des différents accords trouvés, mais vite abandonnés.

Membre fondateur des Nations Unies, le gouvernement américain contribue un cinquième de son budget (pour l'année 2021). Créateur aussi de l'Organisation des États américains, Washington assume 66 % de son budget de USD 81 millions $ pour l'année 2022. Suivant le principe généralement admis, selon lequel « *qui finance donne les ordres* », il est juste de dire que l'Oncle Sam fait exécuter sa politique globale au sein de ces deux organisations. Cela signifie que les secrétaires généraux qui pilotent ces deux entités et les institutions qui y sont affiliées prennent leurs ordres de Washington. Ou bien, quand il y a conflit entre les membres permanents, au niveau du Conseil de Sécurité de l'ONU— États-Unis, France, Grande Bretagne, Chine et Russie—, la décision avancée par le gouvernement américain triomphe le plus souvent. Au niveau de l'OEA, la Maison-Blanche, par le biais du Département d'État, impose toujours sa volonté. Si d'aventure, surgit la dissidence, celle-ci se retrouve isolée en optant pour le retrait de l'organisation, à l'instar du Nicaragua, sous la férule de Jose Daniel Ortega Saavedra. Ou bien du Venezuela, sous la présidence de Nicolas Maduro Moros, expulsé par vote majoritairement concocté par les États-Unis.

En clair, donc, la politique mondiale est gérée au rythme des États dits puissances tutrices faisant entériner leurs décisions au sein des organisations internationales. Aux Nations Unies, à l'OEA ou à d'autres, les fonctionnaires qui y siègent doivent leur mandat à leur acquiescement. Aussi la jouissance continue des prérogatives, dont ils sont dotés, se résume-t-elle à la bonne note de leur obéissance aveugle aux quatre volontés des dirigeants des grands pays, les États-Unis y détenant la part du lion des influences.

À cet égard, Ricardo Seintenfus, ancien représentant spécial de l'OEA en Haïti, vend la mèche, dans son article publié dans *Le Nouvelliste*, au lendemain de la sortie du communiqué d'Almagro. « *(...) Il n'empêche que lorsque Washington veut la tête d'un dirigeant d'une organisation internationale (Boutros Ghali, à l'ONU, Mauricio Bustani, à l'OPAQ, ou encore les crises permanentes avec l'UNESCO) il trouve un moyen de s'en débarrasser* », écrit-il.

À la lumière de tous ces faits, aucun doute que Luis Almagro, et ses prédécesseurs avant lui, ainsi qu'Antonio Guterres (aussi bien que ceux qui l'ont précédé, à l'ONU), évoluent-ils dans le sens des intérêts américains. Aussi, sont-ils partie intégrante de tout ce qui a contribué à la descente aux enfers d'Haïti. Il serait donc illusoire de dissocier ce dernier des accusations portées contre ces deux organismes internationaux.

En guise de résumé des critiques formulées à l'encontre de la communauté internationale, dans le communiqué de M. Almagro, et les non-dits de ce même document, il est fait un rappel objectif de la transformation socio-politique et économique qui s'est opérée, en Haïti, au cours des trente-six dernières années. Certes, le constat est universel : Gouvernement totalement dysfonctionnel, assorti d'un système judiciaire moribond (pour ne pas dire non existant), en sus d'un parlement en congé définitif. Des forces de sécurité presque totalement absentes : Police affaiblie et sous performante, numériquement faible et privée des moyens de remplir sa mission, laissant le champ libre aux gangs armés qui imposent leur loi sur tout le pays et semblant bénéficier de la complicité des dirigeants de facto du pays. En plus d'une force militaire remobilisée, mais restée atrophiée, numériquement et en termes d'équipements. Dès lors, incapable de se substituer à la Police ou de lui prêter main forte décisivement dans ses rares opérations limitées contre les malfrats.

Voilà le cheminement qu'a connu progressivement Haïti, durant la période de temps indiquée dans le communiqué du secrétaire général de l'OEA. De toute évidence, l'objectif poursuivi, dans le cadre des différentes missions de l'ONU déployées au pays, de 1993 à ce jour visait son anéantissement. Également respecté à la lettre par ceux qui dirigent l'organisme hémisphérique.

Tout compte fait, Luis Almagro, dans sa déclaration du 8 août, s'est limité à répéter le message qui lui a été communiqué par ses patrons. Ni plus, ni moins !

S'il faut accepter que Washington se fait passer pour le « *décideur* » de la communauté internationale, il y a fort à parier qu'il temporisait avec la situation, qui se dégradait, en Haïti, dans l'attente d'un appel général à agir. Il semble que les Américains voient le moment venu de changer leur fusil d'épaule, c'est-à-dire de rectifier les torts qui ont été délibérément infligés à Haïti.

En attendant que toutes les responsabilités soient fixées, dans la débâcle de la communauté internationale, il faut commencer par libérer définitivement le pays des gangs armés, avant que tous les autres objectifs soient visés.

À ce tournant, redonnons la parole à Ricardo Seintenfus : « *La reconstruction et l'accompagnement d'une société si riche sont une des dernières grandes aventures humaines. Il y a 200 ans, Haïti a illuminé l'histoire de l'humanité et celle des droits humains. Il faut maintenant laisser une chance aux Haïtiens de confirmer leur vision* ».

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
CANADA
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
ÉTATS-UNIS
AFRIQUE ET ASIE
CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
EUROPE

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville
State/État
Zip Code/Code Régional
Country/Pays

Journal 17- 24 out 2022.qxp_HO 8/17/22 4:28 AM Page 11

EDITORIAL

OAS heralds a new strategy on Haiti

Though the Organization of American States (OAS) is admittedly a diplomatic and political instrument of Washington, one should have no illusion about the August 8, 2022 intervention of its Secretary General, Luis Leonardo Almagro Lemes concerning Haiti. Against a backdrop of denunciations of the "international community", the "failure" of which he recognizes in Haiti over more than two decades, he calls for that community to assume its responsibility for the ills inflicted on Haiti during that time. In that light, he suggests that the "friendly countries" must assume the cost of the measures that should be taken to restore the country to health. It appears that, in his communiqué, Mr. Almagro stuck to a scenario presented to him, while opting to hide the ultimate objective of his approach.

Contrary to what some observers believe, we think the United States of America, as the "boss" of the regional body, was not kept in the dark regarding Luis Almagro's lengthy and detailed statement of last week. The OAS, through the Secretary General, was entrusted the delivery of the message. No one should be fooled about the OAS being responsible for endorsing American policy and diplomacy regarding the states of the Western Hemisphere. Therefore, a statement from that organization seems to announce a new global strategy of the Americans with respect to Haiti. The OAS Secretary General doesn't have the freedom to issue positions independently of the United States. Following the long statement of August 8, we should soon expect a follow-up in terms of provisions concerning our country, which shares sovereignty of the island of Hispaniola/Haiti with the Dominican Republic.

Notwithstanding official statements from Washington, oft-repeated by the U.S. embassy in Port-au-Prince, Haiti's fate is not really at stake. The country is under control, something evident since the fall of the Duvalier dictatorship on February 7, 1986. Everything done in Haiti supposedly is to advance the "cause of democracy." But, always, the Haitian people are the last to learn of the decisions taken by the major democracies, considered as "guardian countries." In fact, Haitian citizens are treated as minors even by their own leaders who are in cahoots with the representatives of the countries which dubbed themselves "friends of Haiti." While speaking on behalf of Haiti, those Haitian officials haven't received their instructions from the Haitian people.

Take as an example, the negotiations at Governors Island in New York in 1993-1994, by foreign ambassadors seeking to reach an agreement between Jean-Bertrand Aristide, then exiled in Washington, and the Haitian military led by the duo Raoul Cédras and Philippe Biamby. At that time, Haitians spent most of their time scanning the news outlets to get an idea of the progress of the talks. In the end, however, "The White Man" had the last word.

The same scenarios took place during the disputes concerning the elections, from the 1990s (Jean-Bertrand Aristide) to 2016, especially those that brought Michel Joseph Martelly to power in 2011. Deliberately botched, or poorly managed, the results of the Provisional Electoral Council (French acronym CEP) were imposed by "The White Man." There's no change when one considers what's happening now with Ariel Henry, whose strategy is intent on holding on the Prime Minister's post at all cost, within the framework of the various agreements reached and quickly abandoned. He has his "White Man" patting his head.

As a founding member of the United Nations, the U.S. contributed one-fifth of its budget for the year 2021. As the creator of the Organization of American States, the U.S. was responsible for 66% of its $81 million budget for 2022. Based on the generally accepted principle that "he who finances gives the orders," it's fair to say that Uncle Sam depends on those two organizations to carry out his global policy. Which means that the secretaries-general who run these two entities and their affiliated institutions take their orders from Washington. Whenever a conflict arises among the permanent members of the Security Council of the UN – China, France, Great Britain and Russia—, the proposition advanced by the U.S. government wins most of the time. At the level of the OAS, the White House, through the State Department, always imposes its will. If, by chance, there's some dissent, with the dissenter being isolated, withdrawal from the organization ensues, such as in the case of Nicaragua, under the leadership of Jose Daniel Ortega Saavedra, or of Venezuela, under President Nicolas Maduro Moros, expelled by majority vote of the OAS, concocted by the United States.

Clearly, world politics is managed according to the whims of the so-called "guardian powers," which arrange to have their decisions ratified by international organizations. At the UN, the OAS and less powerful organizations, the officials at the top usually owe their mandate to the powerful of the world who so acquiesce. Thus, they can continue to enjoy their prerogatives due to their blind obedience to the will of the leaders of the major countries, with the United States holding the lion's share of influence.

In this regard, Ricardo Seintenfus, a former OAS special representative in Haiti, let out the secret out of the bag in his article, published in *Le Nouvelliste*, the day after the release of Mr. Almagro's communiqué. "*Nevertheless, when Washington wants the head of a leader of an international organization (such as Boutros Ghali at the UN, Mauricio Bustani at OPAQ or of one during the permanent crises at UNESCO), it finds a way to get rid of him*", he writes.

In light of all these facts, there is no doubt that Luis Almagro and his predecessors before him, as well as Antonio Guterres and his predecessors at the UN, are moving in the direction of American interests. Thus, they are an integral part of everything that has contributed to Haiti's descent into hell. It would be an illusion to dissociate any leader of these two international organizations from the accusations against the international community.

To summarize the criticisms levelled at the international community in Mr. Almagro's communiqué and the unspoken words in the document, we would offer the objective reminder of the socio-political and economic transformation that have taken place in Haiti over the last 36 years.

Certainly, the observation is universal. Now there's a very dysfunctional government, with a moribund (not to say inexistent) judicial system, with a parliament on permanent leave. So goes the three pillars of national governance. Security forces are almost totally absent. The weakened and underperforming police can't compare numerically with the gangs. Moreover, they're deprived of the means to fulfill their mission, leaving the field open to the bandits who impose lawlessness throughout the country, while apparently benefitting from the complicity of the country's de facto leaders. In addition, the remobilized military force is atrophied, both numerically and in terms of equipment. Thus, it cannot replace the police or be of any help to them during their rare and limited operations against the criminals.

This is the path that Haiti has taken progressively during the period mentioned in the communiqué of the OAS Secretary General. Obviously, this was the objective pursued by the various UN missions deployed in Haiti from 1993 to the present, some in collaboration with the hemispheric body.

Overall, one must conclude that, in his August 8 statement, Luis Almagro limited himself in repeating the message that was communicated to him by his bosses. No more, no less!

If we accept the idea that Washington has been playing the role of "decision-maker" among the members of the international community, there's a good chance that Uncle Sam was stalling in relation to the deteriorating situation in Haiti. But with as the general call for action in Haiti gets louder, the Americans seem to think the time has come to change their tune and rectify the wrongs deliberately done to Haiti.

While discussion is undergoing to know about the responsibilities of this and that one, in the debacle of the international community, there's an urgency which can no longer wait. The country must be rid of the armed gangs that are causing death and desolation in all families. That comes first, it precedes all other objectives.

At this point, we turn again to Ricardo Seintenfus for the last word: "***The reconstruction and support of such a rich society is one of the last great human adventures. Two hundred years ago, Haiti illuminated the history of humanity and of human rights. We must now give the Haitians a***

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

HAITI

ETATS-UNIS

AFRIQUE ET ASIE

CANADA

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

EUROPE

Name/Nom

Company/Compagnie

Address/Adresse

City/Ville State/Etat

Zip Code/Code Régional Country/Pays

Journal 17- 24 out 2022.qxp_HO 8/17/22 4:28 AM Page 12

Suite de la page 16

s, tous attendant qu'elle boucle ses 18 ans.

Les instances de la FIFA avaient recommandé un agent réputé pour l'assister, mais alors que cet agent commençait la gestion, on apprit que l'on avait devancé tout le monde pour l'envoyer à Reims.

En tout cas, Corven a encore convaincu, lors de cette Concacaf W, puisque, en plus d'être retenue dans le onze idéal du tournoi, en plus d'être, encore une fois, couronnée officiellement comme meilleure jeune joueuse de la compétition; et dire qu'après son sacre de meilleure buteuse, à Santo Domingo (République dominicaine), en janvier 2020, elle n'avait plus joué aucun match, puisqu'il n'y a pas eu d'activités, des compétitions n'avait plus été organisées dans le pays. Mais, avec un rare esprit de sacrifices, Corven, assez souvent, tant à Camp Nous, ou au Parc Saint Louis, toute seule elle continuait à bosser, jusqu'à cette occasion d'aller en France, à Reims, bien qu'on l'attendait dans un club plus huppé. Sa tonitruante fin de saison, en Champagne, dans l'ancien club de Raymond Kopa et d'Albert Batteux l'a donc relancée pour de bon.

Née pour le succès

Dans l'histoire, quelques footballeurs haïtiens se sont créés un nom au firmament du football international. Les fans d'un certain âge racontent que Phénol Charles, avant-centre de l'Aigle Noir et de l'Équipe nationale, buteur lors du Championnat centre américain et Caraïbe, en 1957 (la Concacaf n'existait pas encore, puisque créée en 1961), avait terminé meilleure buteuse, et le Real Madrid aurait délégué un scout en Haïti, dans l'idée de l'-engager, mais que l'intéressé était à Ville-Bonheur, Saut-d'Eau pour la vierge Miracle, à une époque où le téléphone n'était pas encore un moyen de communication. Par la suite, beaucoup d'autres Haïtiens, surtout ceux qui ont été au Mondial 1974, en Allemagne, se sont faits une place au soleil et ont joué à l'étranger avec bonheur.

C'était le cas de Vorbe (New York Generals), Jean-Claude Désir (Detroit Cougars), Arsène Auguste (Tampa Rowdies), Guy Sainvil (Atlanta Bay), Manno Sanon (Berschoot d'Anvers), Wilner Nazaire (US Valenciennes), à l'époque où la télévision était encore une curiosité dans le pays. Plus près de nous, il y a les Placide, Nazon, Bertin, Bazile, Nazon, Étienne, Meshack, Pierrot, Jean Jacques, Jeff Magloire, Charles Hérold jr, etc., quelques joueurs haïtiens sortirent du lot et furent respectés pour leur talent dans le monde entier.

Mais l'épithète avec citation distinction, dans un classement mondial de football féminin, toute proportions gardées, c'est un grand honneur qu'Haïti connaît, à l'heure de la grande communication, pour la première fois. Voilà donc la renommée qu'atteint Corven.

Il nous semble même qu'elle soit née pour cette gloire qu'elle connaît, qui n'est qu'à ses débuts, et qu'elle digère bien. Cela devrait la pousser vers les sommets inespérés, à condition d'être performante et aussi que l'Équipe nationale de son pays l'accompagne, travaille, donne des résultats et soit gérée par un coach qualifié, avec références. Sa chance, ce fut Camp Nous indiscutablement, sinon elle risquait de commencer à travailler trop tard, comme les joueuses d'autrefois, vers 13-15 ans.

En effet la Fédération haïtienne de football (FHF), depuis quelques années, avait pris soin, dans son programme de développement, de motiver divers entraîneurs qualifiés, dans plusieurs régions, des neuf départements, à remplir la mission de Conseiller technique régional (CTR), de vrais bénévoles, qui avaient les yeux sur tout ce qui se passe en football, dans leur zone, de monter des sélections régionales de jeunes devant participer aux compétitions organisées à l'-échelle nationale, de suivre aussi des talents éclos dans leur région, qui seront évalués à travers des opérations de détection de talents et les préparer pour le haut niveau. Récemment, cette structure a été rationalisée à travers des académies régionales à établir à travers les 140 communes du pays, pour arriver à 200-250 de ces académies, à travers le pays, pour commencer, dès l'âge de 6-7 ans, avec la formation de jeunes talents, masculins et féminins, devant faire d'Haiti un grand pays exportateur de jeunes joueurs, dans ce juteux marché mondial de football qui, désormais, s'étend au-delà de l'Europe de l'Ouest, jusqu'en l'Asie, l'Océanie, l'Afrique, et même en Europe de l'Est.

Ainsi, à Mirebalais, dans le Bas-Plateau, Jean-Claude Josaphat, technicien et éducateur très qualifié, qui représentait la FHF, avait un œil sur tout. C'est ainsi qu'il amenait les deux jumelles, Éline et Soline Bellevue, deux excellentes footballeuses, aux Tigresses, qui se distinguèrent, par la suite, en Équipe nationale. C'-est dans le même ordre d'idées, qu'après avoir observé l'évolution, les prouesses de Corven, qui jouait avec de jeunes garçons, sur la place publique, en face de l'église Saint Louis de Mirebalais, choisit d'en informer les dirigeants, qui décidèrent de la faire venir à Port-au- Prince. Voilà comment donc, la petite perle laissa sa ville natale, à l'époque, et ses dirigeants l'inscrivirent aussitôt à Camp Nous. À l'époque, il n'y avait pas encore de jeunes de sa catégorie d'âge au Centre et elle a dû travailler avec d'autres joueuses de catégorie supérieure, et ce fut une sensation!

Une éclosion précoce

À La fin de l'été, il y avait une opération de détection et de recrutement, pour les 11-12 ans, avec une dizaine d'équipes venant de partout dans le pays. Alors, à cette occasion, Corven fit un malheur, marquant 10-12 buts dans chacun des petits matches de démonstration organisés pour recruter les plus douées pour une nouvelle promotion. Elle était tellement en avance que l'entraîneur américain, Shek Burowsky, à l'époque entraîneur de toutes les sélections nationales féminines, conquis par le talent et la précocité de la gamine, décida de la retenir et de l'emmener avec la Sélection nationale U-17, qui allait disputer la phase finale de la qualification, pour le Mondial U-17, à Grenade, en mars 2016.

Pas plus grande qu'une pomme, Daëlle Dumorna fut titularisée, et d'un doigt, cette équipe, qui avait dominé le Canada, en match de poule, se serait qualifiée pour la U-17 Jordanie - FIFA 2016. Cette sélection, qui alignait Mikerline, Mélissa Dacius, Rosiane Jean, Emmeline Charles, Kerly Théus, Dolores Jean Thomas, Roseline Eloissaint, Martine Olivier, etc., sans doute les blessures de trois pièces importantes du groupe (Mélissa Dacius, Nelourdes Nicolas, Magdala Macéan) nous firent rater le ticket, à notre portée, après avoir fait le plus difficile : battre le No. 2 de la région, le Canada. N'empêche que Corven, de quatre ans plus jeune que le groupe, avait pris ses galons et depuis allait figurer dans toutes les sélections haïtiennes. En plus de France 2018, en 2020, n'était-ce l'annulation du Mondial U20 pour cause de Covid, elle aurait fait un malheur à Costa Rica, siège du Mundial 2020, car les barrages de qualification prévus contre Panama auraient été une formalité. Dommage également, dans les éliminatoires U-20 2020 déroulées récemment, à Santo Domingo, Corven, étonnement, n'a pas été sélectionnée, de même que Béthina Petit-Frère et Tabita Josèph, poir renforcer cette sélection, au repos depuis deux ans et relancée une semaine avant. Nul doute qu'avec ses trois joueuses, les meilleures de cette sélection, elles toutes évoluant en France, Haïti aurait un plus grand volume de jeu et aurait la chance de se qualifier. E Corven, plus mûre et affûtée dans le Championnat de France, aurait fait un malheur en hissant Haïti à la première place, en phase de groupe, et Haïti aurait été épargnée de ce 6-0 humiliant, face aux États- Unis, en quart de finale.

Pourquoi Haïti s'est-elle privée de ses trois meilleures joueuses ? Une grande énigme, car Maradona, Messi, Neymar ont fait leurs armes dans leur catégorie d'âge. Corventina, en plein. Boom, aurait galvanisé ses jeunes camarades et franchi une étape en plus.

Support tres fort de la famille

Il faut souligner l'importance du bon encadrement familial, dans l'éclosion de la jeune star. Son père décédé, la perle mirebalaisienne a eu la chance de compter sur un encadrement familial et un environnement en club de qualité, qui lui ont permis de grandir dans un environnement sain idéal, de premier plan, peut-on dire. D'abord, en club où ses dirigeants et ses coéquipières la placent dans un milieu serein, de confiance propre à son épanouissement; ses parents tout en l'entourant, sa mère et aussi son frère aîné l'encouragent et l'entourent, Sans oublier coach Josaphat, tout Mirebalais même, derrière elle à tout moment.

Le point crucial de sa carrière fut la décision de sa maman de la laisser en Haïti, à Camp Nous, alors qu'elle allait émigrer aux USA, selon ce qui a été dit par la FHF, en conférence, la veille de son départ pour l'essai en France. L'appui de la FHF a été essentiel; elle a été bien couvée, l'administration l'a envoyée plus de trois semaines en France se faire soigner, pour des douleurs tenaces, aux soins d'une technicienne, Mme Alicia, une grande spécialiste française, qui prêtait bénévolement ses services aux sélections féminines. En plus, en Haïti, la star en herbe a été véritablement incubée par l'éminent spécialiste, Dr Bernard Nau, toujours prêt à lui prodiguer des soins à tout moment. En esprit, la confiance en ses qualités, son éducation soignée ont fait le reste. Ainsi, très appliquée, elle a vite fait de compléter ses études classiques.

Puis, sa mère venait de décider d'aller s'établir aux USA et vint à Camp Nous pour annoncer sa décision de voyager avec la gamine. Ce fut un choc général, de la panique même, mais les dirigeants réussirent à convaincre sa maman que le talent de la petite allait l'amener loin dans le jeu, lui donnant toute l'assurance qu'elle était une denrée rare et allait devenir une étoile.

La maman, douloureusement, se laissa convaincre. Ce fut un tournant, et la voilà déjà une gloire naissante, dont on ne sait où elle s'arrêtera, en souhaitant qu'elle continue de monter au firmament, et surtout comme il était question que la FHF, comme la FIFA, avait promis de la protéger, de l'encadrer, de lui assigner un agent honnête et professionnel, et aussi de la tenir loin des nombreux vautours « *d'-agent*» sans scrupule de joueurs qui exploitent honteusement le talent des jeunes venus des pays pauvres en les pillant, volant les revenus qui leur reviennent, grâce à leurs talents. C'est un phénomène scandaleux, qui arrive trop souvent aux jeunes venus des pays peu développés et qui, après une carrière de star mondiale, se retrouvent très pauvres au crépuscule de leur carrière; La FHF a l'obligation de protéger la jeune étoile

Qui gère la carrière de Corven ?

À ce jour, la FHF n'a rien dit au pays, ni à sa famille, ni à la population, même à son Club, la nature du contrat, la durée de celui-ci, le montant éventuel de son transfert de son club, en Haïti, au stade de Reims, en France, et quel agent ou cabinet d'avocats s'occupe de gérer ses intérêts. Beaucoup d'étoiles du football, faute d'un agent compétent, intègre, se retrouvent dans la pauvreté, après une carrière au plus haut niveau. Les cas de stars démunies, à la fin d'une carrière glorieuse, font lieu d'avertissement aux jeunes étoiles montantes. À titre d'exemple, des observateurs s'étonnent, après cinq ans comme indiscutable titulaire, par exemple, à Montpellier, sans que rien n'ait été divulgué sur ce nouveau contrat, alors que Montpelier lui avait fait signer, sans dépenser un sou; on s'attendait plutôt qu'elle aille monnayer son talent à de meilleures conditions ailleurs.

Ce sont des questions auxquelles le public haïtien, la presse haïtienne, la société haïtienne doivent logiquement demander des réponses concrètes, ne serait-ce que pour stimuler d'autres jeunes, plusieurs jeunes à s'engager, à travailler pour changer leur vie en exploitant la noble voie du sport, surtout le football féminin continuant une ascension spectaculaire dans le monde.

Exiger la réouverture de Camp Nous

Il se dit, d'ailleurs, en Haïti, que l'Académie Camp Nous, qui a formé les Corven, Nérigol,

Suite en page 13

Journal 17- 24 out 2022.qxp_HO 8/17/22 4:28 AM Page 13

Suite de la page 12

l, Batcheba, Roseline, et d'autres jeunes gloires en devenir du football, Haïti n'est plus opérationnel, donc n'existe plus, et aussi que les jeunes, qui y étaient pensionnaires venant de familles très pauvres, ne sont plus là. Cette fermeture, sous un faux prétexte de sécurité, est une catastrophe pour le pays, un scandale même, car cela veut dire qu'Haïti fait reculer son football. Voilà un thème urgent que la société haïtienne, l'État en entier, doit agiter et exiger qu'au-delà de la Fédération de football, non seulement de la rouvrir, et, au contraire, qu'on en construise plusieurs centres du même genre dans tout le pays. Pour tenir notre jeunesse loin de la délinquance, des vices qui détruisent notre jeunesse. Dieu seul sait combien de Corven pullulent et se gaspillent dans notre pays, faute de prise en charge effective, et avec la fermeture de Camp Nous et des Académies de province, ce sont donc des et des Corven qui s'évadent et sont perdues pour le pays. Les spécialistes disent fermer une école équivaut à ouvrir une prison ou un hôpital.

Après tout, le Brésil doit, en grande partie sa réputation et sa prospérité à ses footballeurs, qui après ses succès, en 1958 et 1962, en Coupe du monde de football, a vu ses joueurs sollicités de tous les pays du monde et ainsi créer beaucoup de millionnaires. C'est même une source de devises pour le pays; des pays d'Afrique, comme le Nigéria, le Ghana, le Cameroun ont vu s'éclore des millionnaires via ses footballeurs, car un seul joueur épanoui ouvre le marché à des centaines d'autres jeunes, qui peuvent changer leur vie, celle de leurs familles et avoir un sérieux impact dans ce pays à la dérive.

L'Office de la protection du citoyen (OPC), cette entité nouvelle, qui s'affirme, de jour en jour, dans sa mission de protéger et de défendre les droits des citoyens haïtiens, gagnerait à s'engager dans une enquête approfondie directe, sur place, en France, auprès de ces jeunes, garçons et filles footballeurs, transférés en France, pour s'assurer que ces jeunes venus des coins les plus pauvres du pays, qu'ils ne soient pas des esclaves au pays des droits de l'homme, que leur talent ne soit pas exploité criminellement par des individus sans scrupules, comme le répètent avec insistance certains observateurs. Le père de Nérilia, opinant sans doute, sur la situation de sa fille footballeuse professionnelle, depuis trois ans. en France, sur son lit de mort, souhaitait qu'Haïti choisisse des agents officiels sérieux pour gérer et conseiller les jeunes Haïtiens. Si l'on se fit à certaines réflexions de jeunes joueuses et joueurs, sur les réseaux sociaux, il y'a urgence pour l'État et la société de ;es protéger, en ces temps, ou une certaine crise plonge la FHFA dans un silence qui impose certaines réflexions.

Une carrière de footballeur est tellement courte et nos jeunes tellement naïfs, innocents et résignés !

Suite de la page 12

n match de compétition, parce qu'il n'y a pas de championnat national, les discussions avec les clubs n'ont abouti à rien, parce que les membres du Comité de normalisation ne veulent pas faire preuve de transparence dans leur gestion, ils préfèrent arrêter les discussions avec les clubs, au lieu d'agir comme des gens responsables, qui n'ont rien à cacher. À force de se dérober à ses obligations, le Comité tente d'organiser des séances de formation pour les entraîneurs de D1, procède à la nomination d'un soi-disant expert pour renforcer la direction technique, tout cela pour essayer de détourner l'attention sur son échec.

À quelques mois du délai imparti au Comité de normalisation, pour rendre son tablier, il ne doit plus s'attaquer aux structures du Bureau fédéral, s'il ne l'a pas encore fait. Il ne doit pas, non plus, organiser des séances de formation pour les entraîneurs, ni renforcer la direction technique, le temps ne joue pas en sa faveur. Le moment, aujourd'hui, est à la révision des statuts, à la réédition de compte, à la transparence, etc. Le Comité de normalisation doit travailler uniquement pour l'organisation d'élection d'un nouveau Comité exécutif qui, à son arrivée, prendra compte de tout ce qui a été fait par le Comité de normalisation et lancera les grands chantiers, en vue de remettre le football haïtien sur la carte mondiale. Le compte à rebours est lancé, il n'y aura pas d'échappatoire pour le Comité de normalisation, son échec, il le partage avec la FIFA, qui s'est fait avoir, comme un bleu, dans la gestion du scandale d'abus sexuel concocté contre le Dr Yves Jean-Bart.

R.S.

Journal 17- 24 out 2022.qxp_HO 8/17/22 4:28 AM Page 14

LE PREMIER MINISTRE DE FACTO BAISSE PAVILLON DEVANT LES BANDITS

Voyage à Jérémie en doute, Ariel Henry n'y va pas par terre...

Mécontentement dans les rangs de la PNH

Suite de la page 8

s, Ariel Henry et son équipe se trouvent bien dans une telle situation. Les Sudistes, en tout premier lieu les Cayens, ne leur pardonnent pas leur politique « *Anti-Grand Sud* ».

Certes, toutes les communautés qui dépendent de la Nationale Numéro 2 pour assurer le transport de biens, de marchandises et de personnes voient dans la tolérance des bandits dont l'occupation continue de cette partie de la route le prive de tout une marque d'hostilité du pouvoir central. Cette idée s'aggrave encore davantage quand l'-équipe au pouvoir a mis en place une stratégie pour contrecarrer une manifestation que les Cayens planifiaient afin d'élever la voix contre l'inaction de la primature par rapport aux bandits armés de Martissant.

Non seulement Ariel Henry a tout fait pour déjouer cette mobilisation, il s'est révélé un fieffé menteur aux Cayens, pour n'avoir pas tenu parole, en ce qui concerne la promesse qu'il leur a faite d'accorder un mois au gouvernement pour résoudre le problème des gangs de Martissant.

Aujourd'hui, plus de six mois plus tard, les bandits continuent de faire la loi, sur la Nationale Numéro 2, au sud de la capitale. C'est l'hostilité sous sa forme la plus cruelle du pouvoir à l'encontre des commerçants et industriels du Grand Sud, ainsi que les pères et mères de famille, qui ne savent à quel saint se vouer pour que revienne la vie normale.

De toute évidence, nonobstant les dispositions qu'il avait déclaré prendre, en vue d'effectuer le déplacement à Jérémie, Ariel Henry n'avait aucune intention de s'y rendre. Car, il pense que le gouvernement n'a pas les fonds qu'il faut pour financer un tel déplacement, surtout quand il devient nécessaire de prendre un avion en location pour asjsurer son transport et celui de la délégation qui allait l'accompagner.

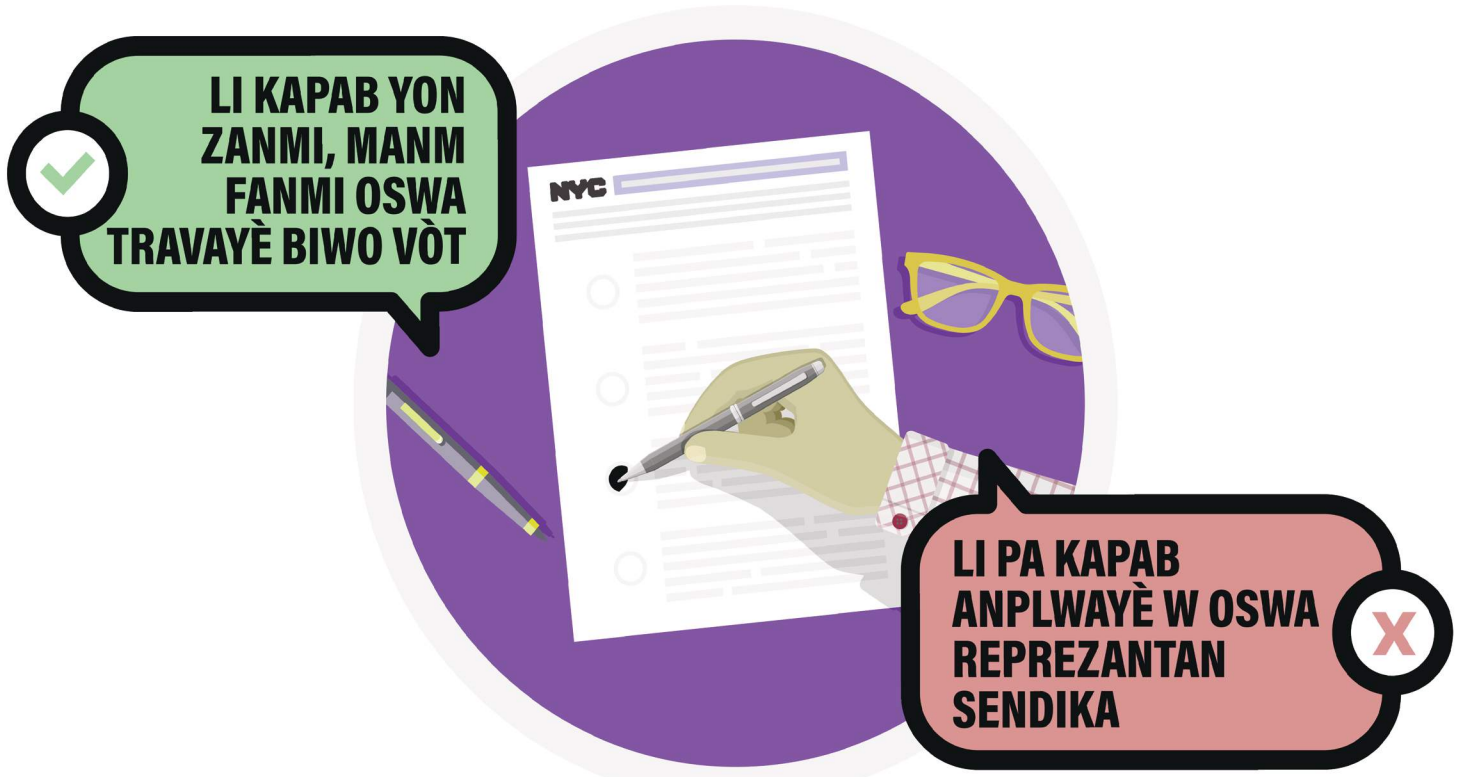
Sans aucun doute, le Premier ministre de facto n'ignore pas ce qu'il a fait aux citoyens du Grand Sud, à ceux de la ville des Cayes, en particulier. Il n'a pas besoin qu'on vienne lui dire d'éviter la voie qui y mène.

L.J.

Journal 17- 24 out 2022.qxp_HO 8/17/22 4:28 AM Page 15

OU GEN DWA POU VOTE NAN LANG OU

Ou ka mennen yon entèprèt nan izolwa vòt la.



ELEKSYON PRIMÈ MWA JEN

DIMANCH	LENDI	MADI	MÈKREDI	JEDI	VANDREDI	SAMDI
12	13	14	15	16	17	18 VÒT BONÈ KÒMANSE
19	20	21	22	23	24	25
26 VÒT BONÈ FINI	27	28 JOU ELEKSYON	29	30		2

Komisyon Angajman Sivik la pral gen entèprèt nan lang yo chwazi yo ak biwo vòt yo

VIZITE participate.nyc.gov to learn more.

NYC Civic Engagement Commission

Journal 17- 24 out 2022.qxp_HO 8/17/22 4:28 AM Page 16

Sports

ASCENSION CONTINUE VERS LE SOMMETS

Melchie Daëlle Dumornay à la conquête du succès dans le foot

Par Jacques Brave

Corventina, comme on l'appelle familièrement, Melchie ëlle Dumornay continue de bénéficier d'une grosse côte dans la presse internationale, et ceci, malgré l'énorme faux pas du onze national féminin, lors de la troisième journée des éliminatoires de la Coupe du monde de la FIFA, au Mexique, face à la Jamaïque, au début de ce mois. Elle a encore fait l'unanimité et convaincu les spécialistes qui, depuis la Coupe du monde féminine U20 2018, en France, voient en elle l'un des grands espoirs du football féminin. Attendue dans un grand tournoi, surtout, après le long et scandaleux sommeil de bientôt trois (3) ans du football haïtien, et surtout après ses débuts tonitruants, dans le Championnat de France, notre pépite, avec ses récentes sorties exceptionnelles, au Mexique, face aux USA, puis contre le Mexique, dans le récent Championnat W de la Concacaf, a convaincu qu'elle est de la race des joueuses d'exception. De peu, Haïti aurait réussi à marquer le premier but de son histoire, face à la Sélection féminine des États-Unis.

En effet, Corven, en premier mi-temps, a mis dans le vent toute la défense adverse, avant de butter sur la gardienne US de s'en sortir avec une balle déviée par sa poitrine. Elle a été aussi à l'origine du penalty pour fauchage de Nérilia, sur une ouverture géniale, après avoir faussé compagnie, à l'arrière garde adverse, coup de pied dommage raté de peu. Dans le second match, face au Mexique, elle a crevé l'écran. À preuve, les commentaires élogieux de la presse américaine et des grandes chaînes de TV américaines, une voix savante er très écoutée, comme celle de l'ancienne gardienne de la Sélection américaine championne du monde, en 1991, Brianna Scurry, qui a eu fait ces affirmations sur CBS : « *Haïti, avec une vedette comme Dumornay, mérite beaucoup mieux que la place qu'elle occupe dans le classement FIFA*». Il est vrai que les spécialistes de foot féminin ont rarement vu une joueuse saccager autant la réputée hermétique défense de l'équipe féminine des États-Unis, comme l'a fait la star haïtienne. Une de ses passes en or à Nérilia a porté la défense adverse à commettre la faute fatidique. Ce fut la sanction, et dommage le penalty a rebondi sur le montant droit du portier, un but qui aurait une signification symbolique majeure, puisqu'il aurait été le

Melchie Daëlle Dumornay.

tout premier de l'histoire réussi par Haïti, au niveau senior, contre les « *extra-terrestres ou la tempête du désert* », surnom donné par les habitués du stade Sylvio Cator, en avril 1991, lors de la première Concacaf de football féminin pour la qualification à la première Coupe du monde féminine, qui se tint en Chine populaire.

En tout cas, dommage, l'équipe haïtienne avec un stage de seulement quinze jours, au Costa Rica, donc en moyenne condition, avec plusieurs joueuses venues d'Haïti, donc n'ayant pas joué depuis 2019, épuisées physiquement et laissant de côté avec étonnement et de grands regrets des joueuses confirmées, comme Mikerline Saint-Felix, avant-centre de toutes les équipes haïtiennes, à moins que blessée; aussi Tabita Joseph, aussi efficace en défense centrale qu'au milieu, allait échouer lourdement devant la Jamaïque, pourtant l'équipe la plus à sa portée, et devra ainsi passer par des barrages intercontinentaux devant se tenir en Océanie, en février 2023. Jamais, malgré le coaching désastreux, notamment une gestion catastrophique de groupe, notamment de graves dérives, par rapport à la discipline causant la présentation sans jus pour le troisième match contre la Jamaïque. Jamais de repos, la nuit comme le jour.

Malgré ces décisions techniques graves du coach français, Corven a crevé l'écran et confirmé tout ce que l'on dit d'elle depuis quelques années. D'ailleurs, des observateurs l'attendaient, face à une des grandes cylindrées mondiales, pour asseoir sa grosse réputation qu'elle a donc justifiée. Officiellement, on l'annonçait, sitôt ses 18 ans accomplis, soit à Orlando, à Pride (club US de la Brésilienne Martha (plusieurs fois ballon d'or) et de beaucoup d'autres vedettes américaines. L'Olympique lyonais, la meilleure équipe de football féminin du monde, où elle avait effectué un essai convaincant et où elle avait été emmenée par Marc Colas, fin 2018, et qui disait attendre qu'elle ait l'âge requis pour la faire venir. Également convoitée par les clubs mastodontes anglais M City, Chelsea, Liverpool, ou espagnols, Réal et Barcelone, tous ces grands noms étaient sur les rangs,

Suite en page 12

HAÏTI-FOOTBALL

La gestion du Comité de normalisation du football haïtien : « Échec »

Par Ricot Saintil

Nous sommes à quatre mois et quelques jours de la fin du mandat du Comité de normalisation, placé à la tête du football haïtien par la FIFA, qui a piteusement échoué dans l'accomplissement de la mission qui lui a été confiée. Ayant comme principale tâche d'organiser l'élection d'un nouveau Comité exécutif pour prendre les rênes de la Fédération haïtienne de football (FHF), la structure, dite de « *normalisation* », n'a pas créé les conditions nécessaires, depuis sa prise de fonction à date, pour un retour à la normale de notre sport-roi. Aucune des actions entreprises par les membres du Comité de normalisation n'a laissé entrevoir une volonté de ces derniers de respecter la feuille de route qui leur a été donnée. Au contraire, ils ont préféré jouer au chat et à la souris avec les clubs, pour faire passer le temps. Les voici aujourd'hui, au pied du mur, leurs jours sont comptés, ils ne peuvent que reconnaître leur échec et se dégager de la FHF.

Dès la constitution du Comité de normalisation, par la FIFA, avec des gens totalement étrangers au football haïtien, qui ne savaient rien de l'organisation du Bureau fédéral (hormis Monique André) et du fonctionnement des clubs de football du pays, la voie menant vers l'échec était toute tracée. La présence, par opération du Saint-Esprit, de Michaëlle Jean, était un choc. On se demandait comment, une ancienne gouverneure générale du Canada et ancienne secrétaire de la Francophonie, subitement s'est retrouvée à la présidence du Comité de normalisation de la FIFA. Dès lors, on a compris que c'était un jeu d'influence et de petits copains. Ceux chargés de mettre sur pied la structure de normalisation n'avaient rien à faire avec le football haïtien. Peu de temps après, sans aucune explication, Mme Jean a déserté le Comité de normalisation pour être présidente d'un Comité consultatif mort-né, qui devait, dit-on, épauler le Comité de normalisation. À partir de ce moment, on a compris que la FIFA n'avait rien à cirer du football haïtien, sinon, elle aurait eu un minimum de décence d'impliquer les dirigeants de clubs dans le choix des membres du Comité de normalisation.

Comprendre l'échec du Comité de normalisation nécessite que l'on tient compte de leur mandat et des actions qu'il a posées pour honorer sa mission. Il faut partir de la gestion des affaires courantes de la FHF. À cet effet, les membres du Comité devaient faire en sorte que l'institution reste en vie, en faisant tourner l'administration, en prenant en charge les sélections nationales, en continuant à encadrer les jeunes de l'Académie Camp Nous, continuer de travailler pour le déroulement des championnats nationaux et assurer la participation des clubs dans les compétitions de la zone Concacaf. Ainsi se résume, la tâche de gestion des affaires courantes de la FHF.

Le constat néanmoins est catastrophique. Il y a eu une sorte de chasse aux sorcières contre les employés soupçonnés d'être proches de Dadou Jean-Bart, ce qui a conduit à leurs licenciements. Comme pour éliminer toutes les traces laissées par le Dr Yves Jean-Bart, ils ont fermé l'Académie Camp Nous, et du même coup, fragilisé les sélections juvéniles. Et pour preuve, les Grenadiers et Grenadières se font maintenant ridiculiser par leurs adversaires. La gestion des sélections nationales est lamentable. Le football local est méprisé, les championnats sont à l'arrêt, portant préjudice aux clubs qualifiés pour les compétitions de la Concacaf. Paradoxalement, les dirigeants de clubs sont totalement indifférents au sort misérable que leur inflige le Comité de normalisation, qui ne fait rien pour la reprise des compétitions en Haïti. Donc, la gestion des affaires courantes de la FHF est un échec total.

La FIFA, en destituant le Comité exécutif de la FHF, ouvre la voie nécessairement à des joutes électorales pour l'arrivée d'un nouveau Comité à la tête du Bureau fédéral. Cependant l'institution mère du football oblige le Comité de normalisation à procéder à la révision des statuts, condition sine qua non pour la tenue d'élection d'un nouveau Comité exécutif. Pour l'heure, aucune consultation n'a été engagée auprès des clubs pour la révision statutaire qui s'impose. Ce qui laisse croire qu'il n'y aura pas d'élection à la fin de l'année, comme l'indique la feuille de route. Dans ce cas précis, il ne s'agit pas d'un échec, mais d'une manœuvre des membres du Comité pour rester aux commandes de la FHF. Dans les jours qui viennent, il faut s'attendre à ce qu'une demande de prorogation de mandat soit adressée à la FIFA par les membres du Comité de normalisation. À ce moment, ils auront réussi leur coup, au détriment du football haïtien.

Le Comité de normalisation a, tant bien que mal, assuré la participation de nos sélections aux compétitions internationales, même si les résultats sont, pour la plupart, catastrophiques. C'est la seule chose que l'on peut mettre au compte des dirigeants de la FHF. Pour le reste, zéro. Le Violette et l'Arcahaie ont joué le CFU Championship, sans aucun

Suite en page 12